

CONFERENCE INTERNATIONALE DU JEUNE FOOTBALLEUR AFRICAIN

Enghien-les-Bains (France), le 2 novembre 2006

Thème: « Le jeune footballeur africain à l'horizon

2010: enjeux et perspectives »

Rapport et synthèse des travaux

SOMMAIRE

Introduction à la conférence4
Mot de bienvenue de Jean-Claude MBVOUMIN, Président de Culture Foot Solidaire4
Mot de bienvenue de Bruno CAGNON, PDG des Rives d'Enghien Lucien Barrière5
Allocution de Richard SERERO, Secrétaire Général de la LICRA5
Allocution de Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, Maire de Saint Gratien6
Mot de bienvenue d'Aimé JACQUET, DTN, Président d'honneur de Culture Foot Solidaire6
Message de Issa HAYATOU, Président de la Confédération Africaine de Footbal
Les migrations des footballeurs africains aujourd'hui Intervention de Raffaele POLI, chercheur, Centre International d'Etude du Sport
1ère PARTIE: «ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION DU JEUNE FOOTBALLEUR EN AFRIQUE»
Les difficultés de la formation en Afrique Intervention de Jules KODJO, Président-fondateur de l'association France-Bénin Football Plus
Petit historique du football africain Intervention de Salif KEITA, Président de la fédération malienne de football13
Le rôle des institutions sportives Intervention d'Aimé JACQUET, DTN et Président d'honneur de Culture Foot Solidaire14
Intervention de Pascal AKOUALA GOELOT, Conseiller Jeunesse et Sport du Président du Congo, Président du Comité d'organisation de la CAN Juniors 200716
Le rôle du club européen dans l'intégration du jeune footballeur africain Interventions de Robert BEROUD, Responsable pédagogique Olympique Lyonnais17
Intervention de Boubacar SAAR, Représentant du PSG18
2ème PARTIE: «L'INTEGRATION DU DU JEUNE FOOTBALLEUR EN EUROPE»
Les propositions de l'Union Européenne au plan législatif Intervention de Jean-Luc BENNAHMIAS, Député européen20

Les difficultés du jeune footballeur africain en Europe Interventions de Carine BLOCH (Vice-présidente de la LICRA)21
Intervention de Kurt WACHTER (co-fondateur du Réseau FARE)23
Le soutien de l'Afrique du sud, hôte du mondial FIFA 2010 Intervention de Seraki MATSEBE, Représentant de Mme l'ambassadrice d'Afrique du Sud à Paris25
Intervention de Nordine KOURICHI (entraîneur de football.)26
La position des instances sportives Interventions de Veron MOSENGO-OMBA, Conseiller juridique de l'UEFA27
Intervention de Henri ROEMER, Conseiller du Comité exécutif de l'UEFA28
Le football: une opportunité d'éducation, de cohésion sociale et de développement pour l'Afrique Intervention de Marie-Josée LALLART (UNESCO)29
Intervention de Nicolas FERNANDEZ (Yeelen football solidaire, Mali)31
Intervention de Magloire KEDE ONANA (enseignant)33
3ème PARTIE: «QUELLES SOLUTIONS ? CULTURE FOOT SOLIDAIRE ET SES PROJETS» Quels partenariats entre l'Europe et l'Afrique en matière de formation? Intervention de Jean-Luc GRIPOND, Vice-président de la LFP, Administrateur du FC Nantes Atlantique
Présentation des projets de Culture Foot Solidaire Par Jean-Claude MBVOUMIN, Président de l'association35
Quels soutiens pour la démarche de Culture Foot Solidaire? Intervention de Philippe DIALLO (Directeur général de l'UCPF)
Intervention de Carine BLOCH (Vice-présidente de la LICRA)38
Intervention de Patrick BLATTER (Secrétaire général du CIES)39
Intervention d'Henri ROEMER(Conseiller du comité exécutif de l'UEFA)40
Conclusion d'Aimé JACQUET41
Synthèse des travaux42
Remerciements, Contact 50

CONFERENCE INTERNATIONALE DU JEUNE FOOTBALLEUR AFRICAIN: INTRODUCTION

Introduction à la conférence

Pour de nombreux jeunes Africains, l'Europe c'est l'Eldorado, un paradis où l'on peut changer sa vie et celle de sa famille en devenant professionnel du football. C'est pourquoi chaque année, par milliers, ils émigrent vers le Vieux continent. Souvent mal conseillés, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes après des essais infructueux. Honteux de retourner dans leurs familles, ils errent sans papiers à travers l'Europe.

Depuis bientôt 7 ans, l'association Culture Foot Solidaire défend les droits de ces jeunes abandonnés. Aux plus de 640 qu'elle a suivis, elle a prodigué écoute, conseils, aide matérielle et orienté la plupart vers les services sociaux, dont le suivi n'est malheureusement pas toujours adapté à leur situation. Mais il faut sortir de l'urgence, c'est pourquoi, à l'orée de la première coupe du monde de football en Afrique depuis 80 ans (2010), l'association Culture Foot Solidaire a voulu donner une dimension nouvelle à son action en organisant la Conférence Internationale du Jeune Footballeur Africain, avec l'appui du Centre International d'Étude du Sport (Suisse), l'Ambassade d'Afrique du Sud à Paris et la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme. L'événement a eu lieu au Complexe des Rives d'Enghien Lucien Barrière, au Théâtre du Casino.

La Conférence Internationale du Jeune Footballeur Africain a réuni des experts, des dirigeants du football, des élus et des leaders associatifs, et un public nombreux, afin de débattre et définir des actions et les moyens à mettre en œuvre pour protéger le jeune footballeur africain. Sur le thème: «Le jeune footballeur africain à l'horizon 2010: enjeux et perspectives.», l'objectif était d'interpeller les pouvoirs publics et les instances du football en Europe et en Afrique sur la situation actuelle du jeune footballeur africain, inacceptable au regard des Droits de l'Enfant et de l'éthique du sport.

L'UEFA, qui avait qualifié d'«alarmant» le trafic de jeunes footballeurs, participait aux travaux, ainsi que les principaux syndicats du football français (L'Union des clubs professionnels français, l'Union nationale des footballeurs professionnels). Des fédérations, clubs et centres de formation africains et européens ont également participé au colloque.

Voici des extraits des différentes interventions.

Mot de bienvenue de Jean-Claude MBVOUMIN, Président de Culture Foot Solidaire:

Bienvenue à tous pour cette Conférence internationale du jeune footballeur Africain. Je vais commencer par remercier M. Aimé JACQUET, qui a tenu notre association par la main depuis quelques années et nous a conforté dans notre action. Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, le maire de Saint Gratien sans qui nous ne serions certainement pas là aujourd'hui et enfin, M. Bruno CAGNON, le PDG du Complexe des Rives d'Enghien, Lucien Barrière qui, depuis 2003, nous apporte un soutien important.

Je souhaite la bienvenue à tous ceux qui se sont déplacés, notamment d'Afrique: du Cameroun, du Bénin, du Togo, de Côte d'Ivoire, du Gabon, du Nigeria, de Tunisie, etc., ainsi que la diaspora africaine de France, d'Europe et d'Ile de France. Je salue la présence de M. Patrick BLATTER, secrétaire général du Centre International d'Etude du Sport, et celle de la presse française qui nous a toujours soutenus dans ce difficile combat pour les Droits de l'Enfant et l'éthique du sport.

Je voudrais souligner l'importance de cette rencontre entre l'Europe et l'Afrique. J'ai pu mesurer tout au long des 6 années, bientôt 7, de notre association, la solidarité de la France dans le combat que nous menons pour donner un statut au jeune footballeur africain. J'ai pu mesurer la générosité des gens dans ce pays, ceux qui ont permis à ce qu'on se pose des questions sur la situation actuelle des jeunes Africains. C'est une rencontre qui revêt une importance capitale pour la cause de l'association, la cause de notre société et du football. Nous espérons qu'elle fera date en ce qui concerne la formation, l'encadrement, l'éducation et l'intégration du jeune footballeur africain. C'est vrai, nous nous sommes souvent posés des questions. La problématique qui nous occupe est difficile, complexe. Il n'est pas toujours facile de convaincre les gens de la nécessité de cette action, de la nécessité de tenter quelque chose. Mais aujourd'hui, il s'agit d'enclencher une dynamique.

Cette conférence n'est pas un procès de Nuremberg ou un Yalta. On est venu parler de solidarité, dans la convivialité, dans l'esprit de nos valeurs africaines, de nos valeurs de citoyenneté. Toutes les bonnes volontés sont réunies au chevet du jeune footballeur africain.

Mot de bienvenue de M. Bruno CAGNON, Président Directeur général du Complexe des Rives d'Enghien Lucien Barrière :

C'est un grand plaisir de vous accueillir aujourd'hui dans ce théâtre. Cela fait quelques années que nous sommes partenaires de cette belle association et aujourd'hui nous sommes heureux d'accueillir cet événement international.

Extraits de l'intervention de M. Richard SERERO, Secrétaire général de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA)

Depuis 80 ans la LICRA se bat contre le racisme et les discriminations dont sont victimes certains à cause de leur couleur de peau, leur origine ou leur religion. Il était donc naturel qu'elle réponde à l'invitation de Culture Foot Solidaire pour tenter de faire avancer cette cause. Il est inacceptable qu'une société dite évoluée reste indifférente au sort de ceux qui viennent d'ailleurs. Nous ne pouvons pas rester inerte face au déni de justice dont sont victimes les jeunes africains amoureux du football et qui sont prêts à tous les sacrifices pour sortir de la misère qui est celle de leur pays natal, comme d'autres le font au péril de leur vie, dans des embarcations de mauvaise fortune. Mais ces sacrifices ne justifient pas l'atteinte à leur dignité humaine par des esclavagistes sans scrupules qui exploitent leur soif de réussite, leur crédulité et celle de leurs parents. Nous devons donc nous battre ensemble pour renverser ces situations intolérables en Europe mais aussi dans les pays concernés qui voient l'avenir d'une partie de leur jeunesse réduit à néant. Il n'est pas facile de faire bouger les choses, nous le savons très bien à la LICRA. Créée en 1927, c'est seulement en 1972

que son combat se vit récompensé par l'adoption d'un corpus législatif antiraciste dont elle fut l'inspiratrice. Depuis 8 ans, Carine BLOCH, Vice-présidente, se bat contre le déni de racisme des instances publiques et sportives. Si elles sont aujourd'hui acquises à notre cause, il a fallu attendre l'enquête lancée par la LICRA en 2005 auprès de 589 communes pour que les tabous commencent à tomber et pour commencer à entrer dans la phase des actions concrètes. Nous comprenons donc l'inquiétude, voire votre impatience devant l'immensité de la tâche, face aux différents systèmes auxquels nous sommes confrontés. L'expérience, la persévérance, le dialogue finissent toujours par payer. Aussi j'espère que la Conférence d'aujourd'hui fera date et qu'elle contribuera à gagner du temps sur le temps dans l'intérêt des jeunes, dans l'intérêt de l'esprit sportif et tout simplement pour faire avancer la solidarité et la fraternité humaine.

Extraits de l'allocution de Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, Conseiller régional d'Ile de France, Maire de Saint Gratien :

Je suis fière d'être au côté de Culture Foot Solidaire que je soutiens depuis 4 ans. Il y avait alors peu de gens autour de l'association pour lui donner les moyens d'exister. A l'époque nous ne savions pas où nous allions, mais j'ai dit à Jean-Claude: « votre cause vaut la peine qu'on vous écoute. Les hommes et les femmes politiques que nous sommes ne sont pas là pour calculer. Il faut y aller avec son coeur et sa responsabilité.» Nous sommes donc là aujourd'hui pour parler d'une belle cause. Nous partageons tous l'envie de donner de l'espoir -c'est important- et l'envie de se battre pour des valeurs humaines. Culture Foot Solidaire a réussi, je lui souhaite de réussir encore mieux. Les soutiens qu'elle a aujourd'hui sont les preuves de la réussite de sa mission. Nous, élus, nous battons aujourd'hui pour la France de la diversité, la France d'aujourd'hui et de demain. Cette cause n'est pas une cause désespérée quand on a des soutiens tels que ceux de Culture Foot solidaire. Je serai toujours là pour aider avec mon coeur, avec la générosité que nous partageons pour les jeunes Africains qui viennent en France; pour faire en sorte que la France renoue avec certains pays d'Afrique des liens peut-être un peu abîmés, un peu cassés, mais que nous avons ensemble à reconstruire. Que cette journée soit celle de la réussite pour Culture Foot Solidaire. »

Extraits de la 1ère intervention de M. Aimé JACQUET, Directeur Technique National de la Fédération Française de Football, Président d'honneur de Culture Foot Solidaire :

Je suis très heureux d'être parmi vous pour cette action et cette mission. Si j'ai accepté ce défi, c'est pour deux raisons: d'abord par ce que c'est une éthique de vie, une philosophie et deuxièmement en tant que DTN, représentant l'institution technique de la fédération française de football. Je me dois donc d'être présent puisque nous sommes constamment confrontés à ces problèmes. Jean-Claude a été courageux et il a de l'ambition et depuis 6 ans il se bat et essaye d'interpeller tous les acteurs du football. Je connais parfaitement le football professionnel mais, par philosophie et pour des raisons personnelles, j'ai préféré rester avec le football de base, le football amateur, c'est pourquoi je suis devenu DTN. Ces problèmes, nous les connaissons parfaitement. Si le football français est aujourd'hui solide et constant, c'est grâce à la formation dont je suis un modeste maillon, et qui a été initiée par le

défunt Président SASTRE, M. SADOUL (défunt Président du football professionnel) et un entraîneur qui est pour nous un maître: Georges BOULOGNE.

Si je parle de la formation française, c'est qu'il y a forcément une transmission qui doit s'opérer avec l'Afrique. Il suffit de regarder les équipes de France où évoluent beaucoup de joueurs originaires de ce continent. La France profite un peu de l'Afrique et tous ces jeunes nés en France ont eu des difficultés à évoluer, à progresser dans la vie. C'est pourquoi je suis content d'avoir fait partie du début de cette mission. Mais ne n'est pas facile parce qu'il y a beaucoup de paramètres qui nous échappent, parce qu'il faut être patient, avoir de l'abnégation et de la conviction et je voudrais tellement que Jean-Claude réussisse cette mission. Mais tout évolue, et il y a une prise de conscience de tous ceux qui ont en charge le football. Et Jean-Claude a un peu provoqué cela grâce à cette action, toujours avec beaucoup de respect et d'honnêteté dans sa démarche. Et aujourd'hui, on est très heureux de vous accueillir et de pouvoir échanger et écouter. J'espère que ce sera une journée intéressante avec beaucoup d'idées et une poursuite dans cette mission. N'ayez donc pas peur de vous exprimer; on a besoin de tous pour créer un climat de confiance, de sérénité, de complicité.

Extraits du message (vidéo) de M. Issa HAYATOU, Président de la Confédération africaine de football (CAF):

Il va falloir que nous puissions intégrer cette association dans les activités de la Confédération africaine de football (CAF). Je me porte garant pour que cela soit fait, pour que nous soyons des partenaires à part entière de cette association.

La CAF est au courant, tout le monde sait ce qui se passe à propos des jeunes Africains qu'on abandonne. Il existe même un championnat à Paris où ils évoluent. Il faut que la CAF les aide soit à réintégrer leur société en Afrique, soit à faire de nouveaux pas dans la société occidentale; c'est un sujet d'actualité et c'est pourquoi nous nous réjouissons de savoir qu'il existe une association qui est déjà créée, et qui va aller dans le sens du combat que nous souhaitons mener pour enrayer ce fléau. Mais comment faire pour endiguer ce fléau? Avec l'apport de cette association et le concours de toutes les bonnes volontés, nous arriverons à surmonter ce handicap.

« Les migrations des footballeurs africains aujourd'hui »

Extraits de l'intervention de M. Raffaele POLI, chercheur au Centre international d'Etude du Sport, Neuchâtel

Je suis très content de pouvoir présenter une partie de mes travaux ici, dans cette belle assemblée. En tant que chercheur, je tiens à apporter ma pierre à l'édifice qui est en train d'être construit autour de l'association Culture Foot Solidaire et rendre applicables sur le terrain certaines connaissances qu'on a cumulé ces dernières années.

Je vais d'abord présenter quelques données statistiques qu'on a collectées ces dernières années sur la présence de joueurs africains en Europe et parler de manière plus qualitative des enjeux et des modalités par lesquels ces transferts ont lieu et ces migrations en cours.

Les données remontent à la saison 2002/2003 dans 50 pays de l'UEFA et 78 ligues professionnelles ou semi professionnelles. Les joueurs africains étaient présents principalement en France et en Europe occidentale (Allemagne, Belgique, Portugal, Espagne...), dans 40 pays sur un total de 50. Présence aussi en Europe de l'Est. Les joueurs africains sont un peu partout dans le monde (Indonésie, Golfe persique, Bangladesh, Hongkong, Singapour...) En termes économiques, pour les clubs européens, c'est la recherche de nouveaux avantages comparatifs, c'est à dire aller là où il y a un bon rapport entre le prix et la qualité du joueur.Ca peut choquer de parler en ces termes marchands, mais c'est la réalité, c'est ainsi que le football international marche aussi, notamment au niveau de la migration, du commerce international de footballeurs.

Pas mal de clubs européens délocalisent la formation de joueurs dans les pays dits du Tiersmonde, du Sud, défavorisés. Il y a la volonté de contrôler les ressources à l'échelle globale et les grands clubs sont de plus en plus organisés à travers des réseaux d'observateurs dans le monde entier, l'enjeu étant de mettre la main le plus vite possible sur de jeunes joueurs talentueux, y compris donc les joueurs africains. Troisième facteur, le besoin de mettre la main sur des joueurs bon marché. Certains clubs spéculent sur de jeunes joueurs africains non pas pour les garder dans leurs effectifs, mais- stratégie à long terme- pour les recruter et les revendre à d'autres clubs et créer ainsi des chaînes de valeur ajoutée.

En Afrique les enjeux sont importants pour les clubs souvent sans sources de revenu, même si le commerce n'est pas aussi équitable qu'on pourrait le souhaiter. Beaucoup de clubs africains dépendent du transfert de leurs joueurs pour survivre. Le politologue Jean François BAYARD parle de stratégie d'extraversion et de rente de la dépendance, c'est à dire qu'il est plus facile de ne rien faire, de laisser partir les jeunes à l'étranger, que de mettre en place localement des championnats pour jeunes, des licences de jeu, de contrôler ce marché: c'est la rente de la dépendance. Il y a des victimes, mais on ne s'en occupe pas, on fait faire la formation aux autres, puis on récupère les joueurs pour les sélections nationales.

Puis il y a la pression sociale des joueurs et des familles africains. La pauvreté faisant, il y a une très forte pression sur les dirigeants de clubs et des fédérations. Ce serait d'ailleurs très impopulaire de mettre en place des mesures pour freiner cet exode de joueurs.

Les agents de joueurs, souvent décriés, occupent une place centrale. Ils travaillent avec les clubs. Les membres de la diaspora africaine organisent de manière sauvage des flux sans en avoir les compétences; les anciens joueurs africains font valoir leurs contacts et servent de têtes de pont de manière positive ou moins; les observateurs en Afrique, salariés directement par les clubs européens. Les entraîneurs européens en Afrique, historiquement, jouent un rôle très important dans la mise en place de ces filières. Ce serait donc faux de faire porter la responsabilité aux seuls agents.

En général, les joueurs africains arrivent en Europe sans contrat de travail, avec un visa de courte durée et leur marge de manoeuvre est très réduite. Quand ce visa expire, s'il n'y a pas de contrat de travail, pour beaucoup c'est l'illégalité. Pour les joueurs latino-américains, le problème ne se pose pas en ces termes, beaucoup possédant un passeport communautaire, aussi, c'est moins difficile. Pour les Africains, le problème de papiers peut avoir des conséquences tragiques.

L'abandon de joueurs, le maintien dans une situation d'illégalité, les abus de confiance (non respect des contrats, salaires non versés, pourcentages trop élevés perçus par les agents), non paiement d'indemnités de formation aux clubs africains, changement d'âge et d'identité

des joueurs, non retour au pays des jeunes (honte de l'échec), voilà les principaux problèmes auquel est confronté le jeune footballeur africain aujourd'hui.

Présentation de l'Observatoire des migrations de footballeurs professionnels

M. Loïc RAVENEL, Maître de conférence à l'université de Franche-Comté :

Disponible sur le site Internet: www.eurofootplayers.org

CONFERENCE INTERNATIONALE DU JEUNE FOOTBALLEUR AFRICAIN: 1ère PARTIE

« Les difficultés de la formation en Afrique »

<u>Extraits de l'intervention de M. Jules KODJO, Président-Fondateur de l'Association France-Bénin Football Plus:</u>

Pour parler du football en Afrique, il faut le remettre dans son contexte général: le contexte social, culturel et économique. Je ferais donc un développement sur l'état des besoins et des moyens, sur l'état des perspectives qui pourraient favoriser un développement harmonieux de la formation en Afrique.

Il n'y a pas de modèle exportable en matière de formation en général, à plus forte raison, pour ce qui est du football et, par extrapolation, tous les sports collectifs en particulier.

L'Afrique demeure le continent le plus en retard de la planète dans tous les domaines, sauf celui, bien entendu, de production de matières premières ou celui qui consiste à se dépouiller de ses cadres qualifiés ou de ses talents pour le reste du monde. Cette Afrique s'essaye aujourd'hui à la difficile expérience qui consiste à faire croire à des gamins que leur avenir professionnel serait dans le sport pour lequel ils ont des aptitudes, mais sans vrais débouchés sur place.

C'est assurément un danger permanent, dans la mesure où les nombreuses expériences qui démarrent ici et là ne prennent pas toujours en compte le capital risque qu'il faut intégrer et qu'il faut arriver à gérer afin que la formation serve effectivement la cause de cette frange de la jeunesse. Beaucoup de précautions demeurent nécessaires avant de se lancer: le temps de la formation (au sens large) doit être respecté, les conditions de vie doivent être prises en compte d'un point de vue sanitaire à court terme, mais également sur la durée de vie des individus.

L'avenir de l'Afrique passe par la mobilisation, la motivation et la formation de sa jeunesse autour de valeurs fortes à partager : solidarité, progrès, respect de l'autre, dignité..... Celles-ci ne sont pas absentes, il faut les travailler autrement.

Quelle conception devrions-nous avoir pour les centres de formation pour l'Afrique, quelle politique mettre en oeuvre pour y arriver?

Toute stratégie construite sur des modèles de domination ou de concurrence exacerbée est vouée à l'échec de manière plus ou moins rapide (entre les nations, entre les clubs, entre les différents niveaux de pratique, avec les partenaires.....).

Nous savons tous que:

- Pas de progression de l'élite locale sans formation sportive et scolaire,
- Pas de formation sans structure adaptée,
- Pas de formation sans capacité d'animation et d'accueil d'une base de pratiquants élargie.
- Pas de progrès possible sans encadrement dirigeants et techniciens) qualifié.

Devant de tels enjeux, aucune partie ne peut rester en dehors du chantier (instances du football, gouvernement, ...)

Quels sont les moyens dont nous disposons pour régler cette question?

D'où les vraies questions qui devraient pousser tout un chacun à modérer ses ambitions, recadrer et rationaliser ses moyens d'actions pour les rendre plus efficaces, afin d'épargner à de nombreuses familles des lendemains qui déchantent...

La culture foot de la plupart des pays africains et l'absence quasi généralisée de championnats crédibles et réguliers est un handicap pour l'épanouissement du stagiaire en fin de formation.

En parlant de cette réalité socioculturelle qui caractérise le football africain, c'est reconnaître que, pour des raisons conjoncturelles et purement économiques, le professionnalisme est loin d'atteindre tous les rouages du foot qui, pourtant, est le sport roi sur le continent.

Le football amateur a encore de beaux jours devant lui en Afrique et demeure le reflet du niveau de pauvreté dans lequel se débat chaque nation.

Nombreux sont les clubs qui jouent en Ligue1, qui n'ont pas de raison d'y être et qu'on maintient, alors qu'ils n'ont ni les capacités techniques, ni les moyens financiers de tenir. Or c'est dans leurs championnats respectifs que les jeunes devraient faire leurs gammes et apprendre à jouer en équipe, sur la durée, et à apprécier toutes les facettes de l'adversité. De leur côté, que pourraient proposer ces clubs qui sont loin d'être le cadre idéal où la plupart des parents aimeraient que leurs enfants exercent leur apprentissage?

Les rares clubs ayant acquis une notoriété ne disposent ni d'une infrastructure, ni d'une politique capables de retenir durablement un jeune issu d'un centre

Il est nécessaire que les grands clubs relativement structurés, puissent opter pour une politique d'absorption des « produits » issus des centres de formation, afin de leur permettre

d'exister et permettre également au jeune de vivre pleinement de son art. Vivre au pays dignement tout en réalisant sa passion doit devenir possible.

Si le jeune ne se projette pas, à priori, dans un processus d'émulation et de compétitions au plan national, il se prive alors d'une période probatoire et valorisante de pratique qui, seule, devrait lui permettre de juger de l'étendue de ses capacités et, à terme, de gérer tous les paramètres et l'intensité des contraintes du professionnalisme. Le concours des équipes locales est, on le voit, une nécessité et tout ça devrait être articulé autour d'un programme d'action qui intègre une nouvelle politique, en adéquation avec cette réalité incontournable qui est l'existence de centres de formation agréés, pourvoyeurs de ces talents.

L'objectif ne doit pas être de former ces jeunes pour les perdre aussitôt dans une aventure occidentale suicidaire. Faire de l'argent n'est pas une fin en soi. Cette politique bien pensée, devrait permettre aux clubs locaux de disposer d'un vivier de jeunes talents, capables de dynamiser leurs championnats, de les faire progresser et d'offrir, le cas échéant, une vitrine appropriée et plus sécurisée pour les éventuels recruteurs, et les joueurs eux-mêmes. Rendre les championnats plus attrayants implique la mise en place de moyens conséquents afin de permettre aux clubs de pouvoir exister et de suivre les mutations qui en découlent. D'où le problème des moyens qui est, vous vous en doutez bien, la difficulté n°1 juste derrière la volonté de construire en convergences.

Des moyens financiers inexistants au niveau de toutes les structures qui cherchent à faire émerger un nouveau football

Les clubs peinent en matière d'équipements, en matière d'infrastructures propres, en matière de financement de certaines de leurs charges de fonctionnement et en matière de rémunération d'une partie de leur effectif.

L'encadrement minimum dont bénéficient ces derniers auprès des fédérations ne suffit pas.

Le problème des moyens matériels et financiers, pierre angulaire de toute réussite, demeure la difficulté majeure qui ne rend pas crédibles toutes les expériences en matière de formation ne bénéficiant pas de subventions.

Le besoin récurrent de financement ne doit pas être un prétexte pour multiplier la création des centres, de façon anarchique, et aboutir malheureusement à des impasses en ce qui concerne l'avenir de centaines de jeunes, dont le processus de prise en charge et de formation devrait être rigoureusement planifié.

Ce manque de moyens ne veut également pas dire qu'il faut donner l'occasion à des affairistes d'investir le secteur, sans aucune motivation, et anéantir tout ce que ces expériences portent de noble.

Des ambitions plus ou moins mercantiles au service d'une entreprise désintéressée...

Lorsqu'on détecte un jeune à même d'apporter quelque chose au football de son pays, on ne lui demande pas de payer avant de lui faire intégrer un centre.

Ce genre de promoteurs de centres de formation cohabite déjà, malheureusement, avec les structures privées associatives, les structures étatiques ou subventionnées, en Afrique, sans le moindre souci de mettre les intérêts du jeune au centre de l'activité.

Les centres de formation ne doivent pas être perçus comme de banales batteries à former des footballeurs destinés à la vente. Les motivations de ces promoteurs échappent pour l'instant à tout contrôle et ne tiennent pas compte des soins nécessaires pour leur création ainsi que de tout ce qui devrait entourer les niveaux de contribution qu'on pourrait exiger des élèves.

Une des solutions immédiates et urgentes est d'amener les fédérations à veiller à ce que les dérives entreprenariales qui ont tant gangrené le milieu des affaires en Afrique, faute de cadre réglementaire, ne se reproduisent dans le domaine de la formation.

Le sérieux des animateurs ou des responsables des centres privés ou étatiques, devrait se mesurer au degré de leur motivation, à l'absence de contrepartie financière importante pour la participation du stagiaire, aux outils dont ils disposent pour mener à bien leurs missions, aux compétences dont ils pourraient s'entourer pour réaliser la formation et aux infrastructures devant servir de cadre à la réalisation de la formation. L'objectif premier étant de former les jeunes et de leur procurer, sur la base d'un engagement désintéressé, des outils techniques et solides en vue de leur insertion et de leur immersion dans le milieu, avant toute autre préoccupation.

Pour parvenir à aplanir toutes ces difficultés, la définition des objectifs et d'un cadre s'imposent, en tenant compte des réalités du terrain. Ceci paraît être d'une impérieuse nécessité pour que ce ne soit pas une nouvelle aventure que financerait l'argent public, sans aucune perspective et sans résultat significatif...

LES PERSPECTIVES QUI POURRAIENT FAVORISER UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX ET DURABLE DE LA FORMATION

Nécessité d'affirmer: La volonté politique des instances du football national de faire de la formation un secteur sensible et à part, et l'intervention bien pensée des organisations du football régional et international pour soutenir cette volonté, inexistante pour l'instant.

La formation professionnelle dans le domaine du football doit répondre à d'autres exigences que celle de la rentabilité et du profit. Lorsqu'un Etat soutient une telle expérience et l'accompagne, il devrait pouvoir mettre simultanément en place les règles qui doivent garantir des conditions plus enviables au jeune footballeur africain. Tout ceci ne peut provenir que d'une réelle volonté politique et de l'implication des instances et de tous les acteurs du football dans le processus d'élaboration des différentes règles. Ainsi, lorsque la FIFA intervient pour former des encadreurs sur place, dans le souci de rehausser le niveau du football en général, on ne devrait plus se demander à qui s'adresse réellement cette formation puisqu'il s'agirait de techniciens ayant une vraie relation avec le football. De peur d'aboutir à trop de dérives, la multiplication des centres de formation de jeunes footballeurs en Afrique doit répondre à une vraie préoccupation et être strictement réglementée.

Le vide constaté risque de persister et de faire mal, si rien n'est fait.

Le cadre réglementaire nécessaire pour mener à bien cette expérience

Les programmes de création et de soutien de la FIFA à un certain nombre de centres de formation en Afrique auraient dû passer par un état des lieux qui devrait amener à qualifier le secteur et le rendre porteur d'une éthique. Aujourd'hui, plusieurs centres cohabitent, dans des registres différents, sans trop se poser la question de ce qu'ils pourraient faire des jeunes qu'ils auront sur les bras dans quelques années. Le plus important semble être de gagner de l'argent sur le dos des citoyens qui ne savent pas, parmi une centaine de propositions, laquelle a le plus d'avenir. L'amélioration des conditions de la pratique du football en Afrique ne doit pas être seulement dite du bout des lèvres. Il faudrait aider réellement les instances nationales à mettre en place des règles et des procédures, en y consacrant effectivement du temps. Nous souhaitons que Culture Foot Solidaire intègre dans sa démarche, consistant à porter assistance aux structures nationales de football, cette invitation permanente à asseoir ces genres d'initiatives, comme la formation, sur des textes et à veiller à leur application pour le plus grand bien de leur développement.

« Petit historique du football africain »

Extraits de l'intervention de M. Salif KEITA, Président de la Fédération malienne de football

Je suis heureux d'être parmi vous, très heureux de revoir Aimé JACQUET, avec qui j'ai joué.

Je voudrais faire un petit retour en arrière pour parler des débuts du football africain. Il a été introduit en Afrique par les colons. A l'époque, évidemment, l'Africain ne connaissait pas le football. Les colons sont arrivés avec un ballon, ils ont commencé à jouer, et les Africains, notamment les militaires, ont commencé à jouer avec eux. Et le football est devenu populaire, personne ne sait pourquoi, ce n'était pourtant pas le seul sport: il y avait déjà le tennis, le handball, le basket-ball, mais le foot a pris le dessus et beaucoup de gens sont venus par la suite. Après cela, des clubs se sont formés dans les quartiers, les écoles. Après les indépendances, les Etats, les hommes politiques, comprenant le bénéfice qu'ils pouvaient en tirer, l'ont organisé. Au Mali, ils ont instauré les compétitions scolaires, les compétitions civiles, les compétitions des Pionniers. Ce qui permettait à l'Etat de faire une espèce de Centre de formation qui ne disait pas son nom. L'Etat a ensuite de créé des équipes nationales, ce qui a permis aux joueurs internationaux d'être dédommagés, scolarisés et l'Etat employait certains, ce qui permettait ainsi de freiner l'exil des meilleurs. Quelques joueurs étaient venus en Europe dans les années 1950: Aroun NDIAYE, NJO LEA, Ben BAREK, NDOUMBE...Aux Indépendances, les Etats ont commencé à bloquer la sortie des joueurs. J'ai pourtant été parmi les premiers à m'expatrier, c'est à ce titre que j'ai souhaité témoigner ici.

Tout le monde sait les conditions dans lesquelles je suis arrivé à Saint Etienne. J'étais déjà connu en Afrique, mais personne ne me connaissait en France. Ca a été une chance pour moi de rencontrer Albert BATEUX, un entraîneur qui m'adorait et qui m'a permis de m'imposer. Tout le monde n'a pas cette chance, parce que le football pro est très difficile, il y a beaucoup de candidats, peu d'élus. Beaucoup de joueurs africains sont ensuite arrivés en Europe, à cause de la médiatisation de la coupe du monde, de la coupe d'Afrique des Nations. A notre époque, les Européens ignoraient le football africain; ils recherchaient

surtout les attaquants, pour eux les défenseurs africains n'étaient pas assez rigoureux. Ils préféraient les attaquants, les buteurs pour leur style de jeu imprévisible. Il y avait donc une indifférence et des idées reçues.

La Coupe d'Afrique des Nations est devenue très relevée grâce à l'apport des pros africains évoluant en Europe. Il y a aussi des désavantages à cette situation. Les Africains arrivent très jeunes, ils sont intégrés dans les centres de formation et leurs clubs d'origine ne perçoivent pas souvent d'indemnités de transfert. Certains transitent par le Maghreb d'où ils sont transférés pour l'Europe, au détriment des clubs d'origine d'Afrique sub-saharienne.

Les footballeurs africains ne sont pas payés à leur juste valeur. Ils sont très mal conseillés par leurs agents et se contentent souvent de ce qu'on leur propose, des sommes relativement élevées par rapport à ce qu'ils gagnaient chez eux. Il y a l'immigration et ses difficultés: l'éloignement, l'acclimatation, tout cela est difficile pour le footballeur africain.

Quelles sont les solutions? Il n' y en a pas beaucoup: le football africain doit se professionnaliser. Mais en a-t-on les moyens aujourd'hui? Je ne crois pas. Il faut donc une solution intermédiaire: donner le minimum aux jeunes africains pour les retenir. Une collaboration, des partenariats entre les clubs africains et européens, notamment français (parce que beaucoup d'Africains évoluent en France), doivent se mettre en place, pour que l'Afrique puisse aussi bénéficier de la manne du football mondial.

L'Afrique a beaucoup de problèmes et il y a d'autres priorités que le football: l'économie, la santé, etc. Il faudrait qu'il y ait un peu plus de justice et d'équité dans les échanges Nord-Sud. Le Sud ne tire pas profit de ses joueurs qui viennent en Europe.

A cause de moi, France Football a créé le Ballon d'or africain en 1970. Parce que je jouais en Europe. L'année suivante, avec l'accord de France Football, j'ai demandé à être hors concours parce que je voulais privilégier ceux qui évoluaient au pays, pour ne pas les encourager à fuir l'Afrique. Voilà pourquoi je n'ai pas obtenu plus d'un ballon d'or.

« Le rôle des institutions sportives »

Extraits de la 2ème intervention de M. Aimé JACQUET :

Le football africain a une vie qui lui est propre et je salue Salif KEITA qui a courageusement pris la direction du football malien en devenant Président et je souhaiterais que beaucoup d'anciens joueurs africains puissent venir aux commandes de leur pays.

Nous connaissons très bien le football africain pour être régulièrement interpellés par lui. Nous sommes toujours très heureux de permettre à certains entraîneurs français d'aller officier en Afrique. Mais aussi, nous souhaitons vivement par ces échanges, transmettre ce qui est fait en France.

La Fédération Française de Football a un pouvoir par ce qu'elle a beaucoup de licenciés et des moyens; et un devoir, par ce qu'elle doit aider le football de base. En faisant suite à l'idée lancée dans les années 1970-72, nous avons pérennisé la qualité des centres de formation en France. Nous sommes fiers d'avoir pu mettre en place un cahier des charges et responsabiliser les clubs professionnels. Il ne s'agit pas seulement de construire le

footballeur, mais aussi l'homme. C'est pourquoi je me suis impliqué dans cette action Culture Foot Solidaire, parce que je pense que c'est le rôle d'une fédération de maintenir cette identité et cette lisibilité.

Dans une intervention devant les Présidents des ligues françaises de football, j'ai dit que le football actuel était à un carrefour dangereux et nous, les institutions, la FIFA, l'UEFA, les fédérations, nous devons permettre à tous ces jeunes de pouvoir exercer leur passion, mais aussi leur permettre d'aborder la vie future, une carrière de footballeur étant très courte: entre 8 et 12 ans pour les meilleurs. C'est aussi 8 à 10 de préparation et c'est dans ce domaine de préparation que les fédérations doivent intervenir car elles n'ont pas d'autres contraintes, d'autre objectif que de construire l'enfant et l'homme de demain. A ce propos, nous avons une passerelle énorme à faire avec l'Afrique, parce qu'il est difficile de construire quelque chose quand il n' y a rien. Forcément, on laisse un espace important dans lequel s'engouffrent des gens qui n'ont pas la même philosophie que nous, qui n'ont pas la même envie d'aider, de soutenir, d'encadrer et de protéger les enfants. Nous savons qu'il s'est créé des réseaux, on sait aussi que, malheureusement, ces enfants veulent à tout prix venir faire du football professionnel en Europe. Et Salif KEITA est en cela un symbole. Il est parti volontairement de son pays, sans en avoir le droit. Il a connu la dureté du football professionnel. Comme c'était un grand talent, il s'en est sorti magnifiquement.

L'Afrique a des possibilités énormes, mais est confrontée à une question d'organisation, de politique sportive: comment permettre à tous les enfants d'avoir la même chance? Nous l'avons fait en France dans les années 1971-72 avec la création à Vichy du premier centre de formation pour donner les mêmes chances à tous les petits Français qui voulaient devenir footballeurs professionnels. La demande se faisant très forte, nous avons transmis au football professionnel, je dirais notre philosophie, notre méthodologie, notre stratégie.

Très jeunes, les enfants veulent s'en aller le plus vite possible, très vite ils veulent réussir. Et nous avons eu l'idée de travailler sur les plus jeunes, les 12, 13, 14 et 15 ans. Par ce que nous avons acquis la certitude que si l'enfant était sorti trop tôt de son milieu familial (et je ne parle pas des jeunes Africains!), c'était l'échec assuré. C'est avec cette conviction que nous avons mis en place des Pôles Espoirs, ce qu'on appelle la préformation. Nous sommes extrêmement vigilants sur les critères que nous avons mis en place: respect de l'enfant, respect de sa famille, respect de ses études, avec un suivi médical important imposé par le Ministère des Sports. Ces critères, nous nous les sommes imposés, et nous les avons imposé au football professionnel avec un label Fédération. Si l'on pouvait transmettre ces valeurs, cette philosophie et cette stratégie au football africain, il pourrait mieux vivre cette dimension internationale du football. Mais ce n'est pas facile, comme l'ont démontré Raffaele POLI et Loïc RAVENEL, on se débat dans un combat inégal. Mais il y a deux alternatives: ou l'on laisse faire, ou l'on tente quelque chose. C'est pourquoi la proposition de Jean-Claude MBVOUMIN m'avait séduit. Mais il faut faire attention à la récupération. Et si on est aujourd'hui réunis, c'est pour faire comprendre que nous connaissons toutes les dérives, qui donnent une mauvaise image du football. C'est pourquoi nous faisons attention à tous ces projets qui fleurissent en direction de l'Afrique et qui contribuent à ces dérives. Mais comment y remédier? C'est pourquoi nous souhaitons être plus nombreux pour contrecarrer modestement ces dérives. Plus on sera nombreux, plus on sera forts. Et nous sollicitons ceux qui ont envie de renverser cette situation. Et nous réussirons, car il y a une évolution qui se fait ces derniers temps. Car le football est fantastique: il permet aux jeunes enfants (pas seulement Africains) de réussir une vie totale.

Extraits de l'intervention de M. Pascal AKOUALA GOELOT, Conseiller Jeunesse et sport du chef de l'Etat du Congo, Président du Comité d'organisation de la CAN Juniors 2007

Mesdames, Messieurs,

Pourquoi le Congo accueille la CAN Juniors 2007, un événement qui aura lieu du 20 janvier au 4 février? C'est la question que l'on se pose chaque fois qu'un pays a réussi à obtenir l'organisation d'une telle compétition. C'est toute une volonté nationale, dont le but est de renforcer les liens entre les jeunes et faire en sorte que le Congo soit le rendez vous de l'Afrique; et promouvoir notre pays dans la mise en place de compétitions internationales. Et ce n'est plus un secret pour personne que, dans les conflits qui ont secoué notre pays, les jeunes étaient en première ligne dans les affrontements ethniques et on a voulu qu'avec le sport, ils puissent à nouveau rêver et retrouver une place dans le concert des nations du football, avec la mise en place de structures, afin que ces jeunes puissent rester au pays. C'est une question de volonté politique, et sans volonté politique, on ne pourrait rien réaliser.

La Coupe d'Afrique des Nations Juniors se déroulera sur deux villes: Brazzaville (capitale politique) pour le groupe A et Pointe-Noire (capitale économique) pour le groupe B et elle est qualificative pour le championnat du monde des -20 ans qui aura lieu en juin 2007 au Canada. La CAF a mis en place ces compétitions tous les 2 ans pour permettre aux pays africains de construire, réhabiliter ou aménager des installations sportives.

Le Congo a quant à lui mis en route un centre technique national de football, au Stade Massamba-Debat; une structure qui accueille les jeunes de la sélection congolaise avec de bonnes conditions d'entraînement pour leur permettre d'aborder au mieux la compétition.

Lors du dernier sommet Afrique-France de Bamako, certains jeunes ont interpellés les chefs d'Etats africains en leur disant: « si vous ne vous occupez pas des jeunes, les jeunes s'occuperont de vous! » C'est pourquoi, dix jours avant la CAN Juniors se tiendra le forum international olympique sur le thème: « Jeunesse, Sport et Paix. » Ce forum va tracer les nouvelles bases de la prise en compte des jeunes au niveau de l'Afrique. Il se tiendra au Congo, en présence du Président de l'ACNOA, M. Lassana PALENFO et du Président du CIO. Ce sera un grand moment et ce n'est pas un forum de plus, car le Président du CIO viendra rencontrer le Président en exercice de l'Union Africaine pour ouvrir un partenariat fort en ce qui concerne la prise en charge des jeunes qui sont souvent au centre des conflits. Et quand ils en sortent, ils sont souvent livrés à eux-mêmes. C'est donc un grand programme que le président du CIO va sceller avec celui de l'Union Africaine. Au cours de ce forum, le CIO, l'ACNOA et l'UA vont désigner un Coordinateur Jeunesse, Sport et Paix pour l'Afrique olympique. C'est un programme très spécifique pour prévenir les conflits, régler les conflits, et accompagner les jeunes qui en sortent pour les aider à se réintégrer dans la société. C'est l'occasion pour le CIO de mettre la main à la pâte en ce qui concerne le règlement des conflits en Afrique, vu que des jeunes, souvent des footballeurs (puisque tous les jeunes tapent à la balle chez nous), y sont souvent impliqués. Il y sera aussi question de l'accompagnement des jeunes dans l'entreprenariat Jeunesse pour les aider à être autonomes, sans oublier le football des jeunes. Ainsi, cette CAN Juniors n'est pas de trop.

« Le rôle du club européen dans l'intégration du jeune footballeur africain »

Extraits de l'intervention de M. Robert BEROUD, Responsable Pédagogique de l'Olympique Lyonnais

Mesdames, Messieurs,

Les intervenants précédents ont bien situé le problème. En tant que représentant de l'OL, je ne viens pas là avec notre science pour occuper le terrain et avoir l'air de répondre aux ordres de l'omniprésent Président. Il s'agit, modestement, de rendre témoignage de petites expériences et des observations que j'ai enregistrées depuis 1979. Je n'ai pas rencontré Aimé Jacquet quand il était à Lyon car il est parti juste avant que je ne devienne partenaire de l'OL. Je ne suis pas spécialiste de l'Afrique, ni ex-joueur, ni ex-entraîneur; j'ai juste été enseignant, enseignant de philosophie. Et c'est avec ces quelques souvenirs que je voudrais m'adresser à vous.

Il n'est pas question pour moi de penser qu'on peut modéliser quoi que ce soit; on peut simplement réfléchir avec l'esprit qui a été le nôtre quand on s'est mis autour d'une table, avec Jean Marcel FERRE (ex-médecin de l'équipe de France), José BRASSARD (ex-directeur du centre de formation de l'OL) et quelques amis. D'emblée, ce qui nous est apparu -qu'il s'agisse des jeunes Blancs ou des jeunes Noirs-, c'est qu'il fallait nécessairement que nous prenions en compte la globalité de la personnalité, une notion antérieurement soulignée par Aimé Jacquet et qui a toujours été au coeur de notre réflexion. Pour ce faire, il convient de surtout observer l'environnement du football qui est guetté par un tas de dangers.

Le premier danger (nous sommes en train de le vivre à l'OL) c'est la réussite. Les victoires sont belles, les titres sont magnifiques, mais on n'est jamais aussi près du danger qu'à ces moments-là, par ce qu'il y a tout autour un certain nombre de gens qui guettent dans l'ombre avec des arrière-pensées, sans arrière-pensées, qui veulent entrer dans le système pour profiter d'un soi-disant gâteau, sans savoir ce qu'ils recherchent précisément. Tout le monde n'est pas nécessairement machiavélique, mais l'expérience nous a prouvé que nous étions assez régulièrement en face de trafiguants, j'insiste sur le terme. J'étais très naïf au début, croyant que le sport était un monde sain, honnête, merveilleux, idéal, et je me suis aperçu que le sport, n'est, comme dit un philosophe allemand, que le symbole du monde. Nous y retrouvons donc les mêmes travers, les mêmes qualités, les mêmes défauts et il s'agit d'être extrêmement vigilants. Cette vigilance doit donc être permanente et au coeur de la réflexion certes du Président, des dirigeants, des éducateurs sportifs, des familles et de toute cette population qui est là autour des terrains et qui a plus d'influence que les familles ou les éducateurs. Très vite, on s'aperçoit que les choses nous échappent. Alors on fait entrer l'enfant dans une espèce de rêve. Des enfants de 13 ou 14 ans, pas toujours en situation régulière, venus par l'intermédiaire d' «académies », souvent accompagnés d' «agents» de joueurs ou d'avocats et il s'agit, ni plus ni moins, que de les vendre. Souvent les enfants n'assistent même pas à ces entretiens, les parents ne sont même pas au courant des tractations qui sont conduites! Quand on s'aperçoit de cela, nous sommes obligés d'éconduire nos visiteurs.

Je ne voudrais pas que mon propos paraisse trop sombre: il ne l'est pas. Je me place simplement face à une réalité, et j'aimerais lancer un appel aux clubs professionnels de L1, L2, de National, aux clubs amateurs et à la presse qui communique si peu à ce sujet alors qu'il y a là un problème extrêmement grave. Quelqu'un a resitué cela dans le dialogue Nord-Sud, et si nous, les gens du football, ne réagissons pas face à ces problèmes, nous allons au-devant de déboires énormes.

Que pouvons-nous faire? A l'OL, nous créons une fondation. Mais nous ne voulons pas nous borner à faire un chèque pour avoir bonne conscience. Il ne s'agit pas non plus d'aller prendre le pouvoir en Afrique, comme il y a des siècles. Il s'agit tout simplement d'apporter notre savoir-faire, étudier, écouter, aider, faire des échanges d'éducateurs, pour aider l'Afrique à constituer l'infrastructure indispensable à partir de laquelle elle pourra se diriger un jour vers le professionnalisme et garder chez elle ses plus jeunes garçons. Car il est actuellement totalement scandaleux que des enfants de 13 ou 14 ans, par des filières que nous n'arrivons pas à remonter, finissent dans nos bureaux à Paris, à Lyon, à Marseille, et puissent être vendus comme des marchandises. Et j'aimerais qu'en ce qui concerne les professionnels, nous cessions de parler de « Mercato », c'est un terme qui me choque profondément.

Extraits de l'intervention de M. Boubacar SAAR, entraîneur de football, représentant du Paris Saint Germain

Mesdames, Messieurs,

Je suis un éducateur, un homme de terrain, et j'appartiens à cette génération de footballeurs qui se formaient d'abord en Afrique, passant par toutes les catégories de jeunes. Ce n'est qu'après être devenus Seniors, connus, qu'on venait aborder le professionnalisme en Europe. Nous étions donc mûrs, l'intégration était plus facile et les clubs n'avaient pas besoin de nous encadrer pour que l'on puisse réussir. Le football a beaucoup évolué et les footballeurs africains arrivent en Europe de plus en plus jeunes. De nombreuses difficultés se présentent ainsi car à la sortie du continent africain, l'objectif est de réussir, retourner en Afrique sans cet acquis est synonyme de honte et de rejet. Ceux qui sont confrontés à l'échec s'en vont frapper à diverses portes, se présentent en de multiples stades afin de changer ce difficile cours des choses.

Les clubs européens, comme l'a souligné Salif KEITA, peuvent aider les fédérations et les clubs du continent africain à se développer et créer des structures qui vont permettre aux jeunes d'en bénéficier. Les clubs européens enverront ainsi des équipes pédagogiques et techniques sur place afin de mieux évaluer leur évolution, dans leur cadre familial et social. Cela permettrait aux clubs européens de faire connaissance avec les familles de ces jeunes avant de les faire venir. Toute cette optique nécessite de la surveillance, de l'organisation.

Les clubs européens travaillent beaucoup avec les joueurs africains et il importe qu'au terme de leur carrière, ceux-ci soient formés, intégrés dans l'encadrement technique et pédagogique; ils peuvent ainsi non seulement servir de relais vis-à-vis des jeunes Africains, mais aussi repartir développer leurs activités au sein de structures en Afrique.

Beaucoup de footballeurs africains ne sont pas préparés à l'après carrière. Or le club à qui ils ont donné de la joie, du plaisir devrait contribuer à la préparation de leur reconversion. Les anciens footballeurs africains ont effectivement un rôle à jouer au travers de structures

élaborées en Afrique, à condition que les clubs européens les aident dans la gestion, l'organisation et le développement de ce défi. Cela me paraît très important.

Le footballeur africain qui arrive en Europe n'a pas toujours la formation et les réflexes de son homologue européen. Se trouvant de fait assisté, il doit souvent recourir aux services des administratifs. Il importe qu'il acquière des bases pour remplir des documents administratifs et ne pas être fréquemment confronté à ce problème. Faute de connaissances pratiques, certains ont, par exemple, eu des problèmes avec le fisc. C'est pourquoi, les clubs européens doivent pousser les athlètes à faire des formations pour faire face aux exigences du quotidien européen. Il ne faut pas laisser les garçons s'enfermer dans la routine entraînement-sieste-matches et négliger la gestion administrative de leurs intérêts.

Le rêve de tous les jeunes footballeurs africains est de devenir professionnels et d'être des stars tout comme leurs grands frères. Leur objectif est alors de partir pour le vieux continent afin de réussir dans les mêmes proportions. Le côté négatif de la chose est que le manque de réussite se trouve être une honte au regard de la famille et le jeune reste dans la rue, comme un oublié. Par contre, toute réussite est motif d'orgueil et de fierté, notamment sur le plan économique.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU JEUNE FOOTBALLEUR AFRICAIN: 2ème PARTIE

« Les propositions de l'Union Européenne au plan législatif »

Extraits de l'intervention de M. Jean-Luc BENNAHMIAS, Député européen

Je remercie Culture Foot Solidaire pour l'organisation de ce forum.

En tant que député européen, je pense qu'il est en effet très important qu'on ait dans l'espace du football professionnel ce genre de débat. J'interviens ici de manière assez humble, car je ne suis rien dans le monde sportif professionnel. J'ai un peu joué au football, comme tout le monde, mais sans plus.

Il est important qu'enfin, aujourd'hui et depuis quelques mois, l'Union européenne dans ses différentes composantes (la Commission européenne et le Parlement européen) aient pris à bras le corps l'espace de l'organisation du football professionnel. Dix ans après l'Arrêt BOSMAN, tout a totalement changé dans le domaine du sport professionnel et des sports collectifs, notamment le football. Il était donc temps de se poser la question de savoir si on allait laisser à la Cour européenne de justice le soin de réguler l'ensemble du monde du football. La Cour européenne de justice fait son travail dans ces cas-là: elle ne gère l'ensemble du monde du football que comme l'ensemble du monde économique. Or nous sommes nombreux à penser que le sport professionnel et le sport amateur, comme le monde culturel, ont une spécificité importante et qu'il faut, dans ce cadre-là, légiférer, faire des directives qui permettent au sport professionnel dans le cadre de l'Union européenne d'être différencié, de ne pas être réglé uniquement par les schémas de l'économie de marché, libre et non concurrentielle, dans une concurrence non faussée- et je fais référence, là, à la Constitution qui n'a pas été votée.

Le Parlement européen s'est enfin emparé de l'objet football professionnel. C'est, évidemment, extrêmement compliqué, complexe. Pour l'instant, nous sommes dans le cadre, au niveau du sport, de la subsidiarité, c'est à dire que chaque Etat-nation décide de ce qu'il a à faire. Or, dans un sport mondialisé, largement européanisé, ce n'est plus possible. On le voit tous les jours: affaires sur affaires, blanchiment, illégalité, et des schémas totalement inacceptables de gestion d'un certains nombre de jeunes joueurs africains, latino-américains et de jeunes issus des pays de l'Est, nouveaux ou futurs nouveaux entrants à l'Union européenne. Ce qu'on essaye de faire aujourd'hui au Parlement européen, c'est un Rapport d'initiative qui permette de faire l'état des lieux et faire des propositions. Ce Rapport sera voté en réunion plénière en février ou mars 2007 à Strasbourg. Nous avons proposé la création d'une Agence de contrôle et de transparence financière des clubs européens, qui pourrait éventuellement aller vers une Agence mondiale, sur le modèle de l'Agence mondiale Anti-dopage.

Deuxième proposition importante: la certification européenne des agents de joueurs, pour qu'on sache à qui on a affaire quand il y a transfert. Tout cela se fait aujourd'hui dans une espèce de légalité illégale. Mais je ne reproche pas aux clubs français d'essayer de se mettre à la hauteur, au niveau sportif, de leurs homologues européens, qui, eux, n'ont pas les mêmes contraintes législatives. Mais être dans l'illégalité n'est bon pour personne, cela donne de l'espace sportif, l'espace visible, par rapport aux spectateurs, une image absolument inacceptable, insatisfaisante, du monde sportif.

Troisième proposition: qu'il y ait une directive réelle sur ce qu'est un centre de formation. En ce sens, l'UEFA a fait un certain nombre de propositions que je demande au Parlement européen d'appuyer pour qu'il y ait obligation pour les clubs de garder 3, puis 6, puis 9 joueurs au fur des années dans les clubs formateurs. Qu'il n'y ait pas cette espèce de marchandisation générale du jeune joueur dont on ne sait plus comment le club formateur peut réussir à la maîtriser.

Quatrième proposition: s'occuper de la santé des athlètes, c'est à dire permettre un suivi médical longitudinal indépendant de l'ensemble des athlètes et notamment des footballeurs. Il y a eu des accidents, des drames, dans le monde du football. Tout cela doit être sous maîtrise médicale indépendante. Le sport de haut niveau étant mauvais pour la santé, il faut une médicalisation et s'il y a médicalisation, il faut un contrôle important pour qu'il n' y ait pas de dérives. Dans ce rapport, il y a également les aspects lutte contre la violence et lutte contre le racisme et les discriminations. L'UEFA et la FIFA s'en sont déjà emparés, grâce au travail des organisations anti-racistes et au travail parlementaire, puisque plus de 400 parlementaires européens avaient signé une déclaration en ce sens.

Pour finir, je dirais que si on veut que ce monde sportif, ce football professionnel, ce football amateur, ces liaisons, ces spécificités, dans le cadre de l'Union européenne où il n' y a pas de coupure entre le sport amateur et le sport football professionnel, les uns aidant les autres, ce qu'on doit défendre c'est l'idée que les sportifs ne sont pas des marchandises. Ce qu'on a à faire dans le cadre de l'Union européenne, c'est présenter l'ensemble du cadre sportif dans un cadre totalement humain et avoir ce côté ludique, passionnant, avec un côté populaire important, qui permette à chacun de s'y retrouver.

« Les difficultés du jeune footballeur africain en Europe »

Extraits de l'intervention de Mme Carine BLOCH, Vice-présidente de la LICRA, chargée du Sport

Jean-Claude MBVOUMIN a fait le parallèle ce matin -notre secrétaire général aussi -avec le parcours de la LICRA, notamment dans le sport; c'est vrai que la LICRA a 80 ans d'existence, la Commission Sport n'en a que 9, et nous avons aussi galéré face aux tabous, aux dénis, aux intimidations et je reconnais beaucoup le travail que Jean-Claude a fait jusqu'ici et j'espère que cette conférence va servir la cause. Comme lui au départ, nous avons cru que nous pourrions aller directement dans l'action; malheureusement, nous étions un peu naïfs et pendant 7-8 ans, on a rencontré pas mal de portes fermées et c'est pour cela que nous avons fait l'enquête dont je vais vous dire quelques mots, une enquête qui a été faite auprès de 589 communes en France et si elle a toute sa valeur, c'est que sur 589 communes sur les deux dernières années, 301 y ont répondu, donc plus d'une commune sur deux. Pour parler d'un sujet aussi difficile que le racisme et le racisme dans le sport, c'est bien qu'il y a un problème. En effet, une commune sur deux dit connaître des problèmes. De quel ordre sont-ils? Il s'avère qu'à 90%, les problèmes sont dans le sport à cause de son impact, du nombre de licenciés et parce que c'est l'un des derniers lieux de mixité sociale.

Il y a 3000 actes de racisme dans le football par an en France. Nos dirigeants ont tendance de rappeler qu'il y a un million de matchs par an dans le football amateur, mais 3000 actes sur ce million de matchs, c'est très loin d'être négligeable. Evidemment, -je ne vais pas vous

étonner- il y a 65% de jeunes d'origine maghrébine ou noire qui en sont les premières victimes. Une grosse préoccupation qu'ont les communes, c'est l'activisme des intégristes dans les quartiers. 15% des communes disent avoir un problème d'intégristes -parfois de sectes, mais 90% d'intégristes- qui viennent dans les cités avec un ballon -ainsi que dans les salles de boxe- pour faire leur recrutement.

Le troisième problème, c'est celui lié – et un peu plus médiatisé- au football professionnel. Un stade sur deux connaît des problèmes d'infiltration de groupuscules d'extrême droite qui viennent également faire du recrutement. Ca me paraissait très important de planter ce décor parce que les populations les plus fragiles en sont les premières victimes.

En parlant du football amateur, nous avons dit ce matin que, malheureusement, sur beaucoup de jeunes Africains qui rêvaient d'un avenir dans le football professionnel, beaucoup se retrouvaient dans les championnats de divisions inférieures. Ces jeunes, souvent mineurs, sont éloignés de leurs familles, éloignés de leur pays, ont du mal à s'acclimater – ils sont habitués à des températures au delà de 30°- et ont bénéficié de moins d'éducation que la plupart des jeunes de nos centres de formation. Ceux-là sont donc les premières cibles à la fois des actes racistes mais aussi des intégristes et malheureusement ils sont aussi victimes du football professionnel. On peut donner des exemples qui ont été très médiatisés tels que celui d'ETO'O ou de Marc-André ZORO victimes d'actes racistes. On peut aussi parler de Patrick MBOMA qui a été dans notre championnat en France et qui s'est vu refuser l'accès du club de Pérouse parce que son Président a reculé devant les supporters qui lui ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas d'un joueur de couleur -camerounais de surcroît. Il s'agit là d'un acte de discrimination comme en France, malheureusement la cible des cris de singes, d'injures à caractère racistes sur les matchs de championnat, c'est bien dans un stade sur deux qu'on peut retrouver ce type de problème.

J'ai dit qu'il y avait très peu de discriminations sur notre territoire, très peu dans le haut niveau, très peu aussi, il faut le dire, quant à l'accès à la pratique loisirs. Mais ce n'est pas parce que l'on a accès qu'il n'y a pas de problèmes, et une fois encore, les seuls problèmes de discrimination que nous avons dans la pratique, c'est au niveau des salaires et là encore, ces jeunes Africains dont on parle en sont la cible. Les salaires ne sont pas encore toujours à égalité, mais j'espère que c'est un problème qui va être vite résolu, notamment grâce à cette conférence.

Maintenant quel est notre rôle et qu'est ce qui a avancé? Je voudrais quand même arriver sur plus d'optimisme. Une fois cette dénonciation faite, l'idée de la LICRA, comme l'a été celle de Jean-Claude MBVOUMIN, c'est de créer des dynamiques et de faire en sorte qu'il y ait une mobilisation générale. Nous n'oublions pas que le football a aussi un rôle pédagogique extrêmement important et qu'il peut nous aider à faire de la prévention. Mais si tous les acteurs restent dans un déni, ça ne peut pas aller et sur ce plan-là, je suis ravie que sur la lutte contre le racisme, nous ayons pu avancer.

Je vais donner quelques exemples: dans le football amateur, une convention a été signée avec la Fédération Française de Football, que nous avons également développée avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports et qui nous a permis de faire des observatoires et des campagnes. Aujourd'hui nous en sommes à faire des conventions au niveau régional; Patrick KAHN, de la section Rhône-Alpes, est en train d'en faire une sur sa région, de nombreuses initiatives sur notre territoire permettent aujourd'hui de faire un travail de terrain inter- réseaux et tout cela est très bien; avec la Ligue de Football Professionnel et l'Union des Clubs Professionnels de Football, nous avons réussi à faire une charte qui engage

l'ensemble des clubs professionnels, c'est un grand pas et nous avons d'autres projets en cours et tout cela va dans le bon sens.

Sur le plan de la répression, parce que qu'elle est aussi nécessaire, on a avancé au niveau législatif et la Fédération Française de Football a voté lors de sa dernière assemblée générale un barème spécifique pour les problèmes de racisme, avec l'UEFA et la FIFA. Il faut aussi parler du rôle des instances privées et dire un mot sur les équipementiers; je préfère quand Nike fait une campagne contre le racisme -même si c'est à l'initiative de Thierry HENRY- que quand il soutient l'action de MATERAZZI. Je préfère quand Baliston veut mettre sur ses maillots un message contre le racisme, que quand on lui demande de le supprimer. Mais je veux croire et je crois que s'il y a eu des problèmes avec l'UEFA à ce niveau-là, un terrain d'entente pourra bientôt être trouvé. J'ai beaucoup plus de problèmes quand Puma utilise le trafic des jeunes joueurs africains pour se faire de la pub et communiquer dans le monde entier. Les équipementiers, qui ont un impact extrêmement important sur les jeunes footballeurs, doivent assumer leurs responsabilités. Nous, FARE ou la LICRA, n'avons jamais réussi à faire une campagne qui ait autant d'impact que celle de Nike.

Je fais aussi un appel aux médias parce qu'il y a beaucoup moins de tabous et que cela va dans un meilleur sens, mais il y a encore des choses à faire, notamment chez les télés qui ont des droits dans notre championnat et je pense au dernier match France-Italie où l'on est passé un peu vite et sans commentaires sur les saluts fascistes faits par des Italiens pendant leur hymne et sur les T-shirts faisant référence à MUSSOLINI: ça pose problème.

La prévention est le fil conducteur, que ce soit sur notre territoire ou en Afrique; si on veut avoir une vraie puissance en Afrique, c'est par nos médias, par le câble notamment, que les choses pourront avancer très vite.

Je voudrais enfin rendre hommage aux joueurs parce qu'ils sont souvent critiqués et c'est vrai qu'il y a des gestes qui nous déplaisent: les coups de boule, c'est pas terrible, quand on crache sur un arbitre non plus, mais je veux parler de ceux qui ont été les premiers à s'engager contre le racisme. Je pourrais donner des dizaines d'exemples mais je retiendrai celui de Lilian THURAM qui, dès la première heure, est allé voir ses bourreaux -c'est le motles supporters qui lui faisaient des cris de singe et des injures à caractère racistes. Il essaye de ne pas être manichéen, de ne pas les condamner et de dire avant tout qu'il faut revenir à l'histoire. C'est ce dont parlait Salif KEITA ce matin; rappelons l'histoire, ce qu'ont fait les colons qui ont amené le football en Afrique, que nous avons des responsabilités -l'Histoire me paraît très importante- et rappeler aussi que la problématique dont on parle aujourd'hui n'est pas une problématique intrinsèque au football; il s'agit avant tout de la problématique Nord-Sud et d'immigration. Ce n'est pas le football qui a créé ce problème, mais le football a ses responsabilités et je sais qu'il va les assumer.

Extraits de l'intervention de M. Kurt WACHTER, co-fondateur du Réseau Football Against Racism in Europe (FARE)

I have been invited to talk about Football Against Racism network in Europe - founded in 1999. Football Against Racism in Europe 's network was prompted by the reluctance on the part of the FA governing bodies - UEFA and FIFA - to tackle the problem. They just said that racism, at that time, was not part of football. It came from outside and was a social problem. I

think that since 1999 we have made tremendous progress ... which Carine has already referred to. And I would now like to talk about the European dimension. As for my background, I studied social anthropology and also African studies in Vienna. For one year I worked in West Africa, in the Cape Coast and Ghana. What we can see, the problem we can see across Europe - not just France, not just Eastern Europe, but all over - was that we had various forms of racism inside stadiums. This racism targets ethnic minorities, mainly black and African players, but also other minorities like the Romanichel and other immigrants. You know all these stories from the media.

We have, of course, other forms of discrimination and exclusion which are not so obvious, which are more hidden and which are sometimes institutionalised. We have the exclusion of ethnic minorities and immigrants in all areas of football, be it from spectators or administrators. Sometimes we have the direct exclusion of so-called foreigners in the football associations. We have this in amateur football. This is the case in Spain, Italy and Austria where there are limits on the numbers allowed to play football. So if you don't have a passport from these countries you are not allowed to play amateur football on a Sunday. That's something we can't tolerate. And then of course, the must obvious form of racism which is inside stadiums. We can see here (on the screen) something from Romania (...) 'gypsy' refers to the opposing fans because the opponents, Rapid Bucharest, were a quote 'Romanichel' club. There are other examples, not just from fans - sometimes players or administrators. We have the example of Paulo di Canio, former captain of Lazio, giving the fascist salute to fans at the Olympic stadium in Rome.

Apart from these formal forms, we also look at a third dimension of racism, which is part of the relationship between Europe and Africa and is mirrored in the structure of football. Of course this unequal structure is related to the colonial past, as we already heard. It manifests itself most obviously in the training of young African footballers who are then brought to Europe and often end up as illegal immigrants in countries like Belgium, France and Turkey...

In fact, I also tried to bring this up in the 2201 Buenos Aires conference when FIFA had its first conference against racism. One outcome was that FIFA set an age limit of 18. So nobody under this age could be transferred (...) In the 70's there were the first publicly made appeals for a World Cup on the African continent. At that time, as we know, FIFA was very sceptical. Things have changed. We also worked with fans inside the stadiums. Here are images from the Austrian Bundesliga. We organised a day against poverty and we had the participation of players and fans. We also highlighted the positive aspects in Africa. Just a brief history of FARE: We were established in 1999 in Vienna, as I said. We invited the football institutions, players unions, (the players had a role) and also immigrant associations to form this network. In 2001 we became a member of the UEFA corporate social responsibility portfolio. In 2003 we had a major conference at Stamford Bridge together with the English FA and UEFA, under the theme: « United Against Racism ». In 2006, we began a new partnership with FIFA in the field of anti-discrimination. Currently FARE is a network of almost 300 organizations in 37 European countries. One main methodology we use to relate to fans - to the public - is an annual, week-long event to support anti-racist initiatives. These include fan clubs, minor organizations and amateur school teams to address local problems,

This season we saw a record participation with 600 initiatives in 37 countries. In Germany, where all professional club boards were involved, we printed some 78,000 leaflets that were distributed in the stadiums. We also organised football-based activities in England, France and Hungary.

within the club or community.

« Le soutien de l'Afrique du Sud, hôte du Mondial FIFA 2010 »

Extraits de l'intervention de M. Séraki MATSEBE, (3è Secrétaire chargé des Affaires politiques et du Sport), représentant Mme l'Ambassadrice d'Afrique du Sud à Paris:

Good evening, Ladies and Gentlemen.

South Africa is the next stage for the world cup - the first on the African continent. The idea by hosting the event in Africa, for the first time, is to acknowledge the contribution many young Africans have made to the development of sport and football in particular. We are looking at the young people, the welfare of young people, all over the world. Sport can be an activity - especially football as the most popular sport in the world - to be used to build nations and communities.

As you know, in South Africa we had racism which was legalised, institutionalised, known all over the world, and we defeated it through peaceful means and we reconciled. And sport played a very important role in that. In 1995 we hosted the Rugby World Cup which brought the nation together. And in 4 years from now, South Africa will be hosting the FIFA world cup. We are doing our best and we are looking at the development of youth, to integrate youth all over the world, to learn and share experiences - because sport is about promoting friendship and humanity, about fighting for liberation.

As you know, Nelson MANDELA was one of the people to make sure that the World Cup came to Africa. He woke up from the hospital bed, as you know he is very old and fragile, to say the best thing that the world can do for him, is to allow Africa and South Africa to be the stage for this sport. Because Nelson MANDELA is himself a sportsman, he loves sport. This is one of the things that encourages him: seeing that people live, work and play together - as the human race and not divided by colour or geography....

When this event was organized, we were supposed to have his Excellency Sibusiso NDEBELE, the Premier Minister of Natal, the KwaZulu Natal. Unfortunately, he couldn't come. So on behalf of his excellency and South Africa, which is the next stage for world cup, the embassy of South Africa is here show its support. Let's build and create a better world through sport. You know, there is a difference between sport and war. War is an activity of enemies, when sport is an activity of friends. And through that, the friendship that we want to build all over the world: peace, stability, security and a better world for all.

FIFA has given South Africa, and the whole of Africa, the task of hosting this event for the first time. What does that mean to millions of people in South Africa, in Africa, in the world? That football, sport, belongs to all people. It is a sport for all, it is a global sport and FIFA is global. We will look for help developing this sport among young people. In South Africa, when I grew up, everything was divided. South African football was mainly a black sport. Rugby was mainly an Afrikaaner sport. Cricket was mainly an English sport. Now, sport knows no race. Everybody plays football. Everybody who can play will play rugby or cricket. Sport is the biggest event. You know that.

For many years, since the Danone Nations Cup started, South Africa has brought young kids to come and participate because we are looking to develop young people, integrating them into the world. Sport can bring understanding among nations. Sport can bring nations

together. We can bring the best of the 21st century that belongs to all, including Africa. If you saw what football brought when a country like the Ivory Coast played in the African Cup of Nations. It was something that everybody from that country shared in common. Sport brings people together. Even rugby, which I myself didn't understand because black people were excluded, when we played as a nation in 1995, I saw these people representing me, I was a part of that. And that was a sense of belonging, a sense of warmth, a sense of feeling that you are part of the rest, not an isolated person.

Of course we thank you so much. Through sport, you isolated South African apartheid. You wanted South Africa to be an non-racial country, and that was achieved. And we wish as South Africa, to see football continue to be a fight for anti-racism and to promote harmony and tolerance with people living side by side.

Extraits de l'intervention de M.Nordine KOURICHI, ancien international algérien de football, entraîneur de football

Mesdames, Messieurs,

Au cours de ma carrière de joueur, puis celle d'entraîneur, j'ai vu la réussite totale et, à côté de cela, l'échec total.

En 1976, j'étais joueur à Valenciennes et le Président du club me dit un jour: « vas à la gare, chercher un joueur qui vient d'Afrique, il s'appelle Roger MILLA.» Roger est arrivé à Valenciennes à 25-26 ans et le club lui a fait signer un contrat de 3 ans: c'était déjà une certitude. On lui a donné un appartement, on a fait ses papiers et ceux de sa famille, on a lui donné une voiture: il avait des conditions de travail correctes et vu la carrière qu'il a faite en France, c'est une réussite totale.

L'échec total, il est dans ce que j'ai vu étant entraîneur au Paris FC, Porte de Montreuil, avec toute l'immigration africaine qu'il y a dans l'Est parisien. Dans ce club, on formait de très bons joueurs africains, maghrébins, français, et il y a 4-5 ans, j'ai vu arriver par dizaines, lors des journées de détection, des jeunes africains. On leur faisait faire des essais, et on était satisfait parce qu'ils étaient très doués techniquement, très doués au niveau de la vitesse gestuelle et ils avaient une corpulence intéressante. Malheureusement, la plupart était sanspapiers ou avaient des visas de très courte durée. Quand on arrivait à leur faire des papiers, c'était intéressant et généralement ces jeunes étaient dans des familles. C'est vrai qu'il v avait le phénomène des agents, mais dans ce que j'ai vu, ce n'était pas toujours le cas: c'était des tantes, des oncles qui les hébergeaient et quand ça allait bien, ils partaient dans les clubs. Quand ça allait mal, on les retrouvait à la rue, Porte de la Chapelle, comme dans cette émission de télévision qu'on a vu récemment avec tous ces jeunes africains à l'abandon total. qui dorment le long du périphérique.

La France est un pays d'accueil, de démocratie, malheureusement, on constate que pour tous ces gens sans règles, l'Afrique est un bon investissement. Ce que je proposerais, c'est une formation d'encadreurs dans les pays d'origine. Et pour les meilleurs jeunes et futurs entraîneurs, une meilleure protection juridique, à travers des associations comme Culture Foot Solidaire. Bien sûr, si la FIFA ne fait rien par rapport au problème des agents de joueurs, on sera toujours en difficulté. Troisièmement, je proposerais un contrat longue durée pour faire sortir un jeune footballeur africain de son pays d'origine.

Pour finir, ce serait bien que la France puisse accueillir ces enfants dans de meilleures conditions; malheureusement ce n'est pas le cas aujourd'hui c'est pour cela qu'il faut se battre et je pense que c'est aussi à la FIFA d'aider toutes ces associations pour qu'on ne fasse pas n'importe quoi avec le football, qui est un sport merveilleux.

« La position des instances sportives »

Extraits de l'intervention de M. Veron MOSENGO-OMBA, Conseiller juridique, représentant de l'UEFA

Un grand merci à Jean-Claude MBVOUMIN et son staff pour cette conférence.

On va vous présenter la position de l'UEFA face à ce problème.

L'UEFA est consciente de cette problématique et répond actuellement à cette situation. Il y a deux instruments: l'instrument juridique et l'instrument solidarité, du côté développement du football. A ce sujet, il existe dans le règlement de la FIFA sur le Statut des joueurs, des dispositions qui réglementent le transfert des jeunes joueurs mais on s'est vite rendu compte que ce règlement est très facilement contourné, donc inefficace. Du côté juridique, l'UEFA n'est pas compétente en matière de transferts. Elle l'était avant mais, depuis l'affaire BOSMAN, tout est passé à la FIFA par la volonté de Joao HAVELANGE, l'ancien Président. Aujourd'hui, du point de vue juridique, légal, nous n'avons pas de base parce que nous ne contrôlons ni les agents de joueurs, ni le domaine des activités des agents de joueurs. La présidence tournante de l'Union européenne et de la Grande Bretagne et le Ministre des Sports Richard GORDON ont lancé l'idée de faire une étude sur le sport européen; ce rapport émet certaines recommandations envers les dirigeants sportifs et les Etats; il recommande que les Etats européens, l'Union européenne et les instances sportives collaborent étroitement pour combattre le problème des jeunes joueurs venant d'Amérique Latine et d'Afrique en particulier. En résumé, l'UEFA ne peut que regarder. Ce qui est bien, c'est qu'elle est consciente de l'existence du problème mais elle ne peut intervenir que du point de vue de la coopération, où elle essaie de combattre ce problème à la source.

L'UEFA n'a pas attendu 2006 pour attaquer ces problèmes; depuis 1998, l'UEFA et la CAF ont mis sur pied le programme Méridien. Ce programme a été modifié de 1998 à 2005: L'UEFA et la CAF choisissaient quelques fédérations africaines, les supportaient financièrement, soit pour la conception des sièges, soit pour les terrains de football et puis ils organisaient des tournois de jeunes dont le dernier s'est joué en Turquie. On s'est rendu compte que certaines fédérations ne profitaient pas de ce programme, alors depuis 2005, il est basé sur quatre piliers: technique, arbitrage, médecine sportive et administration. Chaque année les techniciens des deux confédérations mettent ensemble un programme de formation des formateurs sur trois jours pour le football des jeunes.

Extraits de l'intervention de M. Henri ROEMER, Conseiller du Comité exécutif, représentant de l'UEFA

J'aimerais féliciter les organisateurs de cette conférence qui met ensemble tout un monde du football, des instances du football, des instances qui s'intéressent à la problématique.

C'est une problématique importante qui mérite analyse, qui mérite reconnaissance, qui mérite remédiation et on ne peut le faire qu'en connaissant, qu'en échangeant les points de vue des uns et des autres.

Cette problématique a vu le jour avec la problématique générale qui entoure le monde du football professionnel et amateur au moment où les premiers joueurs africains sont venus jouer en Europe. On a cité M. Salif KEITA, on a parlé de Roger MILLA qui sont venus dans les années 70 et tout cela coïncide avec l'essor commercial et économique du football, qui a connu un nouvel essor avec la création de l'UEFA Champions League au début des années 90, et de par le fait que le football européen est devenu intéressant pour un tas de rêves, d'acteurs aussi.

Les maux qui entourent le monde du football, pour la problématique des joueurs africains, doivent se situer dans un cadre général. Le monde du football est devenu intéressant depuis une vingtaine d'années pour un tas de gens qui voient en lui une valeur, un objet intéressant dont ils veulent faire partie. Ils utilisent donc des pratiques criminelles: corruption, blanchiment d'argent, trafic d'êtres humains, d'immigrants, tout cela se situe dans un cadre général. Ce sont des gens qui utilisent le monde du football pour faire fortune d'une manière ou d'une autre et c'est le sport, le football en particulier, qui est touché par ces dérives, qu'on peut aussi relever dans d'autres secteurs de la société et dans d'autres secteurs économiques.

Ce qui est important, c'est le fait aujourd'hui qu'on reconnaisse qu'il y a un problème. Ce n'est pas le cas de tout le monde, ce n'est pas le cas de tous les gouvernements. Il est donc important à travers cette conférence d'avoir ensemble des gens de tous les domaines du football qui en discutent pour, vis à vis de l'extérieur aussi, informer. Je suis content qu'il y ait un politique du Parlement européen, parce que tous les politiques ne sont pas conscients de cette problématique et si l'on veut y remédier, il faut que tous les acteurs jouent ensemble et il faut qu'il y ait information. C'est seulement s'il y a information que l'on peut commencer à y remédier.

J'ai lu une citation de quelqu'un que les anciens connaissent: Raymond KOPA. Il prononçait les paroles suivantes et c'est avec force qu'elle résonnent aujourd'hui: « Les footballeurs sont des esclaves; le footballeur professionnel est le seul homme à pouvoir être acheté et vendu sans qu'on lui demande son avis. » Ces paroles remontent à 40 ans, je voulais les citer aujourd'hui parce que d'une manière ou d'une autre, elles sont très importantes dans le sujet dont on discute. Le Traité de Rome en 1957, charte fondatrice de la Communauté européenne, où l'on a édicté les règles protectrices de la liberté du travail et des travailleurs et plus particulièrement celle relative à la liberté de prestations de services et à la libre circulation des travailleurs, ne vise cependant pas tous les travailleurs oeuvrant au sein de l'Union européenne. Et j'aimerais citer quelqu'un d'autre, Aimé JACQUET, qui a dit ce matin: «il faut construire l'homme ». Entre ce qu'avait dit Raymond KOPA, il y a une évolution de quarante ans, il y a une grande évolution, parce qu'aujourd'hui, même s'il y a problème, on en est conscient. L'analyse a été faite et on en est arrivé à la construction de l'homme et c'est ce qu'Aimé JACQUET a dit.

Si l'on veut remédier à ce problème, il faut créer les infrastructures sur un plan national en Afrique, avoir les administrations conséquentes, revoir l'entourage du jeune joueur, avoir la communication nécessaire, essayer de lui enlever le rêve; sur 1000 joueurs de talent moyen, il y en a un ou deux qui passent au niveau supérieur. Il faut faire de la communication sur place pour pouvoir y remédier.

Deuxièmement, tout le monde doit travailler ensemble. Cela a déjà été dit, je ne veux pas revenir sur la problématique des agents de joueurs, c'est mon violon d'Ingres au sein des instances de l'UEFA et de la FIFA; les activités des agents de joueurs sont un des aspects les plus critiqués dans le monde sportif et à raison: ces agents prennent parfois des sommes mirobolantes; il y a souvent des conflits d'intérêt entre les activités d'un même agent de joueurs. Il faut renforcer à la fois le contrôle, l'éducation, la connaissance juridique, les aspects commerciaux et contractuels, la transparence de ces agents de joueurs; il faut un comité d'éthique et surtout, il faut éviter que de faux agents ne perturbent le marché et se passent comme tels pour influencer des jeunes de faire des pas qui sont souvent des pas néfastes;

Il faut aussi une relation avec les ambassades afin d'éviter que des sans-papiers ne viennent dans l'entourage des clubs. La problématique, qui a différents aspects, a besoin d'une certaine logistique. En tant que représentant de l'UEFA et partiellement aussi de la FIFA, j'estime que l'essentiel aujourd'hui est de mettre à plat les questions que l'on se pose ensemble. Je suis sur le point d'écrire un rapport pour l'UEFA sur le sujet qu'on traite aujourd'hui, et si on continue sur la voie qui est tracée, je suis persuadé qu'on trouvera, ensemble aussi, des solutions. Il faut que d'un côté le monde sportif, de l'autre côté le monde politique,- parce que sans cette interactivité ça ne va pas — on va trouver la réussite nécessaire. Depuis 6 ans, Jean-Claude MBVOUMIN collabore avec tout son coeur, et j'en viens ici encore à le féliciter, et j'estime qu'avec cette conférence d'aujourd'hui, il va y avoir un autre élan et j'espère que tous, ensemble, on va essayer de limiter la casse.

« Le football : une opportunité d'éducation, de cohésion sociale et de développement pour l'Afrique »

Extraits de l'intervention de Mme Marie-Josée LALLART, Programme « Espérance et Solidarité autour d'un ballon », UNESCO:

Merci à tous d'être là, merci aux organisateurs de la conférence.

Je vais parler du football et du sport en général, non pas comme une finalité mais comme un moyen essentiel pour aider les enfants en situation difficile, plus précisément les enfants de la rue. Le logo de l'UNESCO, l'organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture, représente l'Acropole d'Athènes, le Parthénon dédié à la déesse Palace Athénée, déesse de la Sagesse et de la Force par l'Esprit. Toute la base de l'UNESCO sera donc dans cette idée de sagesse et de force par l'esprit.

L'article 1 de l'acte constitutif de l'UNESCO est le suivant: « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. »

Le football peut en effet comporter un élément essentiel pour la cohésion sociale. Il est également une opportunité pour que les personnes analphabètes trouvent le chemin de l'école. On se demande pourquoi et comment. Tout le monde s'accorde à dire que le développement d'un pays, à fortiori d'un continent comprenant 52 pays, ne peut en passer que par l'éducation. En effet, de maintenir volontairement ou non ces populations, souvent les femmes ou les enfants de la rue, dans un obscurantisme quant à la compréhension de son environnement, d'une impossibilité de communiquer par écrit avec autrui, que les écrits ne représentent aucun sens pour elles, ou encore de ne pas pouvoir compter, ce maintien dans l'ignorance, fait reculer économiquement, intellectuellement et socialement tout un pays. C'est pour ces raisons que les 192 pays que comporte l'UNESCO ont demandé au secteur de l'éducation que sa première mission soit « plein et égal accès à l'éducation pour tous ». C'est ainsi que le programme dont j'ai la charge, « Espérance et solidarité autour d'un ballon », a été créé afin de trouver un système adapté pour que les enfants en situation difficile puissent avoir accès à l'éducation. Il s'agit essentiellement de ces enfants qui dorment dans la rue. Il y a une distinction entre les enfants dans la rue et les enfants de la rue. Les enfants dans la rue sont ceux qui traînent dans la rue et les enfants de la rue sont ceux qui dorment dans la rue, dans le cimetière comme à Kinshasa ou ailleurs, dans les arbres, etc. Ou de ces enfants travailleurs ou encore démobilisés. Il ne faut pas oublier qu'un enfant sur cinq dans le monde n'est pas inscrit au registre d'Etat-civil, Bien entendu, ces enfants non inscrits sur les registres d'Etat-civil n'ont aucune citoyenneté et n'existent pas en tant que citoyens. Ce programme « Espérance et solidarité autour d'un ballon » créé il y a 13 ans, repose sur une croyance forte dans les valeurs humanistes du sport collectif en général, du football en particulier. Le sport, de par les valeurs qu'il véhicule, (on a entendu bon nombre de personnes qui parlaient des non valeurs que peut véhiculer le sport de haut niveau), là, le sport pour tous, le sport adapté à ces enfants, comporte des valeurs telles que la tolérance, le respect de soi, de l'autre, le sens de l'effort, l'apprentissage des limites (un point extrêmement essentiel en ce qui concerne les enfants de la rue, qui n'ont plus d'attaches affectives et sociales), de reprendre cette notion de limite qui est la première partie de la réhabilitation de ces enfants et donc un vecteur important de ce lien social. Il peut permettre aux Shégues de Kinshasa, aux Mybobo de Kigali, aux Katmi de Madagascar, aux Ninos del rua du Mozambique ou encore à ceux qu'on appelle les Cailloux du marché au Togo, les Asimekpe, à se réinsérer dans la vie sociale. Car en jouant ensemble, ils font la première expérience du vivre ensemble.

Si donc le sport a été choisi par l'UNESCO comme moyen d'amener les jeunes exclus à l'alphabétisation, c'est d'une part pour son rôle important dans sa reconstruction individuelle et sociale et en raison de la popularité du football.

Ce programme s'articule en deux phases après la mission préparatoire. Afin de dépasser les clivages communautaires, économiques, religieux ou sociaux, nous organisons des tournois de football avec la complicité et le soutien des ONG locales et bien souvent du bureau de l'UNESCO sur place. Ces tournois sont organisés entre des enfants scolarisés et des enfants non scolarisés, les enfants de différentes communautés, de différentes religions, les enfants des camps de réfugiés avec les enfants des villages. Très souvent nous insistons pour que les équipes soient mélangées. Pour que ces matches soient possibles, nous distribuons des ballons et des t-shirts.

Après plusieurs semaines, une mission de l'UNESCO est organisée avec un sportif de haut niveau, souvent une star de football, qui va remettre la coupe aux vainqueurs, mais surtout, qui va expliquer son travail, son courage et leur redonner le sourire, l'espoir. Comme disait DOSTOIEVSKI dans les « Frères Karamazov »: « sachez qu'il n'y a rien de plus noble, de plus fort, de plus sain et de plus utile dans la vie qu'un bon souvenir, surtout quand il provient du jeune âge; un souvenir sain conservé depuis l'enfance est peut-être la meilleure des

éducations. Si l'on fait provision de tels souvenirs pour la vie, on est sauvé définitivement. Le souvenir, ça veut dire aussi le rêve. »

Lorsque cette première partie d'activités sportives est réalisée, nous essayons de trouver le financement pour créer un centre d'alphabétisation. Le dernier a été créé à Kankan en Guinée, grâce à Michael SILVESTRE de Manchester United qui a été sensibilisé par la question des enfants de la rue de Kankan, les pousseurs de charrettes, qui sont battus, maltraités. Il y a un terrain de football et un des jeunes du centre est formé pour organiser un tournoi de football. L'engagement de Michael SILVESTRE n'est pas seulement financier, il est aussi affectif. A tel point qu'il leur a envoyé une camera pour se tenir régulièrement informé de leurs activités.

Oui, le football est une étape très importante pour redonner confiance, pour communiquer au-delà des mots, pour mieux ensuite utiliser les mots afin de défendre ses droits. Comme la convention des droits de l'enfant, et ainsi contribuer dans une large part au développement de l'Afrique, parce que sachant lire et écrire, les enfants vont pouvoir dire: « non, on a des droits... ». Voilà la petite contribution de ce programme, je ne dirais pas pour le développement de l'Afrique. Mais depuis 12 ans, dans une soixantaine de pays déjà, on essaye de faire en sorte qu'il y ait une justice, et que nous soyons tous des êtres humains.

Extraits de l'intervention de M. Nicolas FERNANDEZ, Ineum Consulting, cofondateur de l'académie Yeelen Football solidaire, Mali

Je fais partie du Groupe Ineum Consulting, mais ce n'est pas à ce nom que j'interviens ici. Ineum Consulting est un gros cabinet de 2000 consultants dans le monde au sein duquel nous avons une équipe spécialisée dans le secteur du sport. On a donc une bonne vision de ce qu'est l'économie du sport. On assiste des clients comme la Ligue de Football Professionnel, la Ligue Nationale de Basket ou la Ligue nationale de Rugby. On a des clients à l'international, notamment sur la formation: on a accompagné l'Etat du Qatar sur les 4 dernières années pour la création de l'Académie Aspire, une académie multisports avec des moyens colossaux. C'est en partie cette réflexion économique qui a motivé mon engagement personnel et celui d'amis français et maliens, à agir sur le terrain au Mali. Il y a d'autres aspects qui nous ont porté à voir cette action associative, notamment ce qu'on a évoqué aujourd'hui sur l'arrivée des joueurs africains en Europe. Je vais vous donner quelques éléments plus économiques sur le débat et sur les tendances que nous imaginons et qui pourraient faire évoluer la donne.

Nous avons créé Yeelen Football solidaire au Mali pour faire du football un vecteur d'éducation et de développement.

On va tout d'abord reprendre cette réflexion sur l'économie autour du football et revenir sur la professionnalisation de cette industrie où l'économie est devenue de plus en plus forte, notamment depuis les années 90. On évoquera le marché des transferts et on parlera d'un phénomène d'internationalisation de la formation qui ne devrait pas tarder à prendre une ampleur de plus en plus forte. On discutera des enjeux que cela peut représenter pour le football africain et pour la formation. Aujourd'hui, l'économie football, c'est, sur les grands championnats professionnels, plus de 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel. C'est 6 milliards d'euros pour les 5 plus grands championnats (Italie, Espagne, Allemagne, Angleterre et France) : une grosse progression, car c'était environ 3 fois moins il y a 10 ans.

Aujourd'hui, on a un gros marché qui génère une économie directement et encore plus indirectement au travers des équipementiers ou au travers des médias.

Sur cette économie, on sait qu'on a une importance plus ou moins forte entre les pays, une importance certaine des joueurs issus des pays en voie de développement.

Environ 50% des non nationaux en France sont africains, environ 40% en Europe, comme le disait Loïc RAVENEL, sont des non nationaux. Dans notre réflexion associative, on a identifiée une particularité qui est le marché des transferts : particularité du football puisqu'on ne la retrouve pas dans les autres sports professionnels. La Premier League à elle seule pèse 510 millions d'euros de transferts en 2004-2005. La Liga (Espagne), 180 millions d'euros, dont une partie importante de l'économie qui se focalise autour de ces transferts. On l'a déjà évoqué dans les migrations, le marché des transferts profite aux structures européennes. Vous allez, par exemple, envoyer un joueur malien qui ira directement dans un grand club européen mais sans paiement d'indemnités autres que les indemnités mises en place par la FIFA, qui sont déjà positives, ou alors il passera par un championnat intermédiaire, qui peut être le Maghreb actuellement, ou d'autres championnats comme la Belgique, la Suisse, etc...

Donc, le marché des transferts fait vivre ces bons formateurs qui prennent le relais de ces jeunes talents africains. Aujourd'hui, on a bien vu qu'il y a un problème économique, plus général, lié à la situation de l'Afrique, qui fait que les clubs africains ont du mal à retenir suffisamment longtemps leurs jeunes joueurs.

Il est assez clair qu'un joueur, s'il part à 16 ans, n'a pas la même valeur économique que s'il a pu faire ses preuves, montré qu'il est capable de jouer au plus haut niveau. On a vu aujourd'hui une spécificité sur les joueurs africains au niveau de l'âge de leur arrivée en Europe et qui pose problème. Le marché des transferts ne bénéficie donc pas aux pays africains.

Troisième point que je veux exposer : le phénomène d'internationalisation de la formation. On a le sentiment que les grands clubs vont de plus en plus vouloir court-circuiter les clubs intermédiaires. Je parle des plus grands clubs européens. Ceux qui avaient été considérés comme les 3 meilleurs joueurs de la dernière Coupe d'Afrique des Nations Cadets appartenaient déjà au FC Barcelone, à Chelsea... On est dans une industrie de plus en plus mûre sur le plan économique, mais aussi sur le plan sportif, avec des réseaux de recruteurs organisés qui vont repérer les talents de plus en plus tôt.

Les clubs formateurs en France ne sont toujours pas suffisamment protégés et pourraient se tourner à leur tour vers l'Afrique. On connaît déjà les partenariats existant entre l'Europe et l'Afrique. On a parfois des clubs comme Feyenoord qui construisent de but en blanc toutes leurs académies et on pense qu'il va y avoir un renforcement de ces partenariats avec plus de détection, plus tôt.

Extraits de l'intervention de Magloire KEDE ONANA, Enseignant:

Je remercie Culture Foot Solidaire qui cultive de manière solidaire l'esprit du football.

La crise qui frappe durement les sociétés africaine et occidentale d'aujourd'hui est une crise parfois dirigée vers les termes que nous utilisons pour peindre la réalité. Lorsqu'on rencontre des gens qui parlent de la solidarité, ces termes n'ont pas toujours la même résonance pour celui qui, comme moi, mène des recherches au niveau des sciences sociales et des sciences humaines. En rencontrant le symbolisme de Culture Foot Solidaire, j'ai dû revoir la dernière partie de mon livre qui parle justement de solidarité, pour intégrer les actions et la philosophie de cette association.

Je commencerais par dire à tous ceux qui ont été conviés à cette conférence de ne pas avoir peur d'aller investir en Afrique. Mais on ne peut investir dans un pays sans connaître son anthropologie, sa sociologie, sa psychologie, sa psychosociologie, sa psychopathologie. L'Afrique d'aujourd'hui, plurielle, n'a pas seulement faim de nourriture; elle a surtout faim de nouvelles grilles d'analyse qui se développent aujourd'hui dans ces nouvelles façons de s'arrimer à la mondialisation, qui est un train à grande vitesse qui emporte tout sur son passage, et plus souvent bouscule tout.

L'objectif de mon exposé est de se demander comment renforcer la cohésion sociale en Afrique au moyen du football, convaincu que dans une logique de crise, le terme solidarité lui-même est à repenser. J'ai constaté qu'en Afrique, on est devenu solidaire parce qu'il s'agit avant tout de battre l'autre en générosité, pour se situer dans une logique de positionnement. Quand cette solidarité s'orchestre, il en résulte une sorte de clientélisme social, puisqu'il faut se faire des alliés.

Au Cameroun dans les années 1990, il n'y avait pas l'actuelle notion de « feymania », de corruption. Ceux qui se sont emparés du football aujourd'hui sont ceux qui ont eu un accès très facile à l'argent du contribuable. Des gens qui, très rapidement, le phénomène de corruption aidant, vont financer le football au niveau des quartiers et des villages pour se gonfler d'importance sociale. A leur arrivée dans les villages, les quartiers, ils organisent des pseudo championnats de football, et avec le soutien d'entreprises locales, distribuent teeshirts et autres gadgets. Et lorsqu'ils ont une opportunité de voyage, ils emmènent les enfants en Europe et les lâchent dans la nature.

Le football n'est pas une discipline comme les autres. En Afrique, tous les enfants jouent au football. Il a en lui une dynamique interne dans laquelle, au plan individuel on évalue les capacités intrinsèques de chacun, au plan collectif, secrète une dynamique qui génère les mots qui relèvent de la cohésion. Il n' y a donc pas de démonstration possible sans que le mot « lien » intervienne, et le football en lui-même secrète les valeurs d'esprit d'équipe, la solidarité franche et non d'intérêt ou d'apparat, la coopération et le rassemblement, l'harmonie, le succès collectif, la bienveillante attention réciproque. Toutes ces valeurs agencées, médiatisées, transmises de génération en génération, font de lui une opportunité à proposer à la jeunesse; bien assimilées, elles sont promotrices de la cohésion sociale dans un pays.

En Afrique, aucune activité n'est plus fédératrice que le football. Dans les quartiers, les villages, il génère la culture de la différence, le brassage des populations et, comme ici, nous aide à ouvrir des pistes de réflexion qui peuvent inspirer les décideurs, les opérateurs économiques.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU JEUNE FOOTBALLEUR AFRICAIN: 3ème PARTIE

« Quels partenariats entre l'Europe et l'Afrique en matière de formation ? »

Extraits de l'intervention de M. Jean-Luc GRIPOND, Vice-président de la LFP, administrateur du FC Nantes Atlantique

Mesdames, Messieurs,

Beaucoup de choses que j'avais prévu de dire ont déjà été dites. Je vais remercier Culture Foot Solidaire de nous avoir réunis aujourd'hui. Jean-Claude, je l'ai connu il y a deux ans, quand il lançait la médiatisation de cette association. Nous nous sommes retrouvés au cours d'une première où il y avait déjà Aimé JACQUET et qui avait eu du succès. Je lui ai alors dit que ça va être long, qu'il ne faut pas se décourager. Et aujourd'hui, quand on regarde la réunion riche que nous avons eue, j'ai tendance à lui dire la même chose: ça va être long. Mais il y a plein de motifs d'être enthousiaste et optimiste. On est tous d'accord sur le constat de l'énorme problème qui est posé aux jeunes footballeurs africains et au football africain en général. On a avancé, puisque aujourd'hui, certains clubs professionnels trouvent ce problème scandaleux, mais on n'est pas sensé faire venir des jeunes africains avant l'âge de 18 ans et ce qui était considéré comme une atteinte à la liberté de recrutement est analysé par la plupart aujourd'hui comme une très bonne chose et comme un pas important de franchi.

Si l'on estime -et la plupart des clubs professionnels l'estiment- qu'il n'est pas nécessaire d'aller chercher des gamins de 14, 15 ans en Afrique, mais qu'on a tout intérêt à les laisser sur place pour leur épanouissement et leur formation, il faut trouver d'autres pistes. Ces pistes -on les a évoquées- sont souvent du domaine privé.

Il y a des clubs qui vont s'installer ou ont installé des centres de formation en Afrique et il y a quelques joueurs, quelques spéculateurs aussi, qui le font. Moi, acteur du footballeur professionnel, je ne sais pas faire le tri dans tout cela, je ne sais pas dire ce qui est bien ou ce qui mal. Il y a un certain nombre d'avantages à ce système: on est sur place, on a des structures plus ou moins validées, mais tout ce qui est prévu comme mécanismes de solidarité va finir par payer, pourvu que les joueurs africains restent le plus longtemps en Afrique. Les mécanismes de solidarité représentent une contribution qui n'est pas si importante que ça pour les clubs professionnels. Donc, favoriser l'installation de centres privés sur place est un pis-aller, mais ça reste assez insuffisant et pas de nature à favoriser des objectifs à long terme.

Une autre piste peut être envisagée:aujourd'hui, on sait que la formation française est menacée; elle est menacée parce que nous ne savons pas, nous n'avons pas su ou nous ne voulons pas nous doter de mesures de protection. Mais c'est extrêmement difficile parce que la mondialisation balaie tout, il faut trouver d'autres solutions astucieuses, compatibles avec cette mondialisation pour résister. Si la France a des chances de résister, c'est parce qu'elle a, de longue date, établi un système de formation validé, qui a un grand intérêt parce qu'il a, notamment, structuré le territoire football. Partout, il y a des gens, des clubs pros, des ligues, des districts, qui sont capables de faire de la détection, capables d'organiser la formation.

Aujourd'hui, beaucoup de clubs en France pensent à se retirer de la formation de base. Les clubs professionnels avaient eux aussi suivi le mouvement en allant recruter des jeunes de 12, 13 ans dans tous les coins de la France et aujourd'hui ils ont passé un accord clubs professionnels / fédération pour arrêter et que les jeunes jusqu'à 15 ans au moins, restent dans leurs familles. Ce n'est pourtant pas pour abandonner totalement la formation, parce qu'il y a des centres fédéraux qui peuvent le faire, il y a une fédération et c'est une collaboration clubs professionnels / centres fédéraux qui va nous amener à maintenir une formation de haut niveau tout en détachant les clubs professionnels qui vont se consacrer à la post-formation, qu'on néglige et que je peux qualifier de perfectionnement. Et c'est une réponse aux Chelsea qui embauchent des jeunes à 15 ans.

Pour l'Afrique, un même mouvement pourrait voir le jour: il n'appartient qu'aux clubs professionnels ou aux organismes privés d'aller réguler ou imposer une formation dans les pays africains. C'est des collaborations comme celles qui nous ont été présentées avec l'UEFA, la DTN, les fédérations africaines, qui peuvent permettre de structurer une vraie détection, un vrai encadrement et une vraie formation sur place. Les clubs professionnels ne peuvent qu'apporter leur concours si on le leur demande et en accord avec la fédération française et éventuellement participer à des « triangulaires », c'est à dire trouver des sponsors. Et ce genre de structuration appartient aux fédérations et ce que doivent faire les clubs professionnels, c'est d'abord -ce qu'on essaye de faire avec Jean-Claude- être présents, témoigner, d'une part, et d'autre part organiser la post-formation, car une fois que les joueurs restent, sont formés en Afrique, il faut bien qu'un certain nombre de ces gens sortent, aillent dans des championnats riches, où ils puissent être payés, pour bénéficier du système des transferts, donc que la manne de solidarité de la FIFA puisse revenir à l'Afrique. C'est plutôt une action d'aide et d'accompagnement que nous pouvons faire. Si tant est que à la fois le monde du football (la FIFA, les fédérations, les gouvernements) arrivent à organiser une vraie formation sur place -et il faut militer pour ça- en pensant à l'avance à une collaboration pour la post-formation parce que les grands clubs recrutent les jeunes à 25 ans, et entre 18 et 25 ans, il y a de la place pour la post-formation. On gagnerait en clarté, en financement du football africain. Aujourd'hui on est arrivé juste à dire: « il faut de l'argent », mais comment le faire venir de manière propre, normale et logique?

Pour conclure, ne soyons pas naïfs: le sujet est de taille, le sujet est capital. 2010, c'est très court, on ne peut lancer que des pistes et essayer, petits pas après petits pas, d'avancer. Mais ce qu'il nous faut, avant l'argent, c'est une vision, une vision politique du football. Très souvent nous, acteurs de base dans les clubs, on se rend compte qu'il manque une vision politique. Dans une conférence comme celle-ci, on peut interpeller les autorités, dire aux politiques, aux gouvernements, à la FIFA: « ayez une vision claire de la progression du football en Afrique et de la protection du jeune footballeur africain et vous trouverez naturellement et derrière vous, la plupart des acteurs du football, dont les clubs professionnels. »

« Présentation des projets de Culture Foot Solidaire »

Extraits de la présentation des projets de Culture Foot Solidaire (Jean Claude MBVOUMIN

L'association Culture Foot solidaire met en place différents projets pour endiguer l'exode anarchique des jeunes footballeurs africains et accompagner leur intégration en Europe: La Maison du jeune footballeur dans les pays africains pourvoyeurs de joueurs vers l'Europe, est un centre de ressources dont le but sera d'informer les jeunes, les familles, les dirigeants du football et ainsi protéger les jeunes footballeurs des écueils qui les guettent dans leur parcours socio sportif. La MJF sera un « pont » entre l'Afrique et l'Europe ».

Le Livret d'accueil du jeune footballeur étranger (dont le premier sera publié au second semestre de 2007) informera le jeune footballeur, nouvel arrivant, des démarches administratives, sociales et facilitera ainsi son intégration dans son nouveau pays d'accueil.

Pour promouvoir les bonnes pratiques et apporter une transparence en matière de formation, de recrutement, Culture Foot Solidaire propose également une labellisation des clubs de football et des structures de formation.

L'association demande l'instauration d'un fonds de solidarité pour financer la prise en charge des jeunes victimes de la traite d'être humains, l'organisation de leur retour volontaire au pays, des actions de prévention en Afrique et le soutien aux compétitions de jeunes. Ce fonds pourrait être financé par les clubs de football professionnels, les footballeurs africains expatriés, les institutions du football (FIFA, UEFA, CAF)...

« Quels soutiens pour la démarche de Culture Foot Solidaire? »

Extraits de l'intervention de M. Philippe DIALLO, Directeur général de l'Union des clubs professionnels de football (France)

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais faire un certain nombre de remarques par rapport à tout ce que nous avons entendu, pour vous donner l'état d'esprit dans lequel sont les clubs professionnels français.

Je voudrais dire que ce que représentent les joueurs africains dans nos clubs cette saison. On a un peu plus de 530 joueurs professionnels en Ligue 1. On a 171 joueurs étrangers et 69 qui viennent d'Afrique. Et parmi ces 69 joueurs africains, un tiers vient du Sénégal. Voilà une première photographie. Dans les centres de formation, sur environ 820 joueurs en formation, 89 sont étrangers et 60 viennent d'Afrique. Et parmi ces 60 joueurs actuellement sous contrat dans les centres de formation français, le Sénégal arrive largement en tête. On sent bien que les liens historiques entre la France et ce pays se retrouvent dans cette photographie des joueurs professionnels ou des joueurs en formation en France.

C'est essentiellement pour montrer quelle est la contribution du football africain dans le football français. C'est montrer que historiquement, et aujourd'hui encore, et certainement demain encore, le football africain participe très largement à la qualité du championnat de France et au spectacle footballistique français, donc à ses résultats.

Beaucoup ont souligné les problèmes qui se posaient à l'arrivée des jeunes Africains en Europe, tout particulièrement en France. Ce problème ne touche pas simplement le football professionnel mais beaucoup le football amateur, il ne touche pas uniquement la France, mais toute l'Europe. Globalement, les choses se passent bien dans les centres de formation encadrés, qui bénéficient d'un agrément ministériel, qui bénéficient d'un encadrement d'entraîneurs, qui bénéficient d'un cahier des charges. Les jeunes qui arrivent sont encadrés médicalement, sportivement, scolairement et ça se passe bien pour eux. Par contre, et c'est

là la difficulté, c'est là l'intérêt de Culture Foot Solidaire, c'est avant le centre de formation et, parfois, après qu'il faut agir.

Avant, parce que les clubs professionnels français recrutent un certain nombre de jeunes qu'ils encadrent. Et en amont, vous avez des gens qui vont directement en Afrique. J'ai entendu parler de rêve, j'ai entendu parler d'agents qui vendaient du rêve. J'ai envie de dire que c'est surtout des agents de malheurs parce que ce sont des gens qui, pour les uns, font valoir des liens avec des clubs, pour les autres des connaissances, et qui cassent ce rêve. Or le rêve est un moteur essentiel et le football est un rêve qu'il ne faut pas casser. Mais il ne faut pas laisser ce rêve aux mains d'agents de malheurs. De gens qui, pour gagner de l'argent, font venir des jeunes en France, en Belgique, en Italie et qui, bien souvent, s'ils n'arrivent pas à les placer, parce que généralement, ils ne connaissent pas les clubs professionnels et les gens qui permettent le recrutement, les jeunes se retrouvent seuls avec leur visas de touristes en France ou dans un autre pays européen. Et commence pour eux une sorte de tour des clubs, de tour des pays, pour essayer de décrocher un contrat.

C'est là une des motivations qui nous nous a amené à nous rapprocher de Culture Foot Solidaire parce que les clubs professionnels sont conscients de ces difficultés. Les instances, l'UEFA, la FIFA, ont essayé de mettre en place des choses. Ne croyez pas que nous restons les bras ballants à regarder un continent parfois partir à la dérive.

Des choses ont essayé d'être mises en place: interdiction des transferts des jeunes de moins de 18 ans pour freiner justement l'arrivée des mineurs. Des tentatives de flux financiers ont été mis en place à travers les indemnités de formations, à travers des mécanismes de solidarité qui permettent tout au long de la carrière d'un joueur, chaque fois qu'il est transféré, de reverser de l'argent à son club d'origine. Et comme toutes choses ont souvent leurs effets pervers, interdire les transferts des moins de 18 ans conduit, dans un certain nombre de pays, à vieillir les jeunes. Vous savez fort bien que l'Etat-civil dans un certain nombre de pays africains n'est pas d'une rigueur extrême. Et il y a quelques années, les joueurs étaient jeunes, ils sont en train de vieillir. Donc, le football, là aussi, n'est pas dans les consulats, n'est pas auprès des fonctionnaires d'Etat-civil pour vérifier ce qui s'y passe et les documents qui y sont établis.

Indemnités de formation: là aussi, 90 000 euros par année de formation qu'on donne ou qu'on est sensé donner à un club formateur africain. Parfois, là où il y a quelques années il pouvait y avoir une tractation, un dialogue de club à club, parfois pour une somme moindre, mais qui permettait au moins un flux financier, en mettant une barre qui est une norme européenne, parfois on freine le flux financier. Parce qu'un club européen aura beaucoup de difficultés à donner 3 fois pour 3 saisons de formation d'un jeune Africain et dont on a vu dans quelles conditions il était parfois formé, à donner 270 000 euros. Donc, là aussi, parfois, effets pervers dans une législation qui, pourtant, part d'un bon sentiment : celui de reconnaître les formations africaines.

Pourquoi nous sommes avec Culture Foot Solidaire? J'ai essayé de vous faire partager notre prise de conscience collective de tous les clubs, parce qu'au-delà de l'UCPF, beaucoup de clubs ont pris des initiatives individuelles. Mais j'aime bien ce mot de Michel HIDALGO qui a l'habitude de dire que le football est un humanisme. Nous aussi, on espère travailler dans une activité qui est une activité un peu particulière parce qu'elle mêle plein de choses très sérieuses: l'économie, le droit et est aussi un jeu. Alors, par l'apport que les jeunes africains ont fait au football professionnel français, par l'apport de qualité qu'ils y apportent, les clubs, collectivement, se sentent une responsabilité par rapport à leur destin. Alors que faire?

Beaucoup ont donné des pistes, et nous, en tant que clubs professionnels, avons essayé d'en dégager 2 ou 3.

La première, celle qu'on avance le moins, mais la plus importante, c'est que nous avons mis la main à la poche. Collectivement, les clubs professionnels, depuis maintenant 2 à 3 saisons, financent cette association. Parce que quelles que soient les bonnes idées des uns et des autres, ce qui est important c'est d'avoir les moyens de les mettre en oeuvre. Et pour ça, il faut de l'argent.

La deuxième chose, c'est qu'il faut s'inscrire dans des projets. Tout le monde sent bien que lorsqu'on est en Afrique dans un village malien, sénégalais ou du Congo, on voit le football à travers la télé. C'est ça qui fait rêver et encore une fois, ce rêve doit continuer parce qu'il est important. Donc, il faut informer les jeunes Africains sur place, qu'ils comprennent comment ça fonctionne : savoir comment construire une carrière. C'est pour ça qu'on va essayer au cours de cette saison de faire un Livret d'accueil du jeune footballeur africain pour lui dire, le plus simplement possible, comment on devient footballeur professionnel et quels sont les écueils à éviter. Et puis, ça c'est pour le plus long terme, parce que c'est plus compliqué, s'impliquer peut-être un jour dans ces Maisons du Jeune Footballeur Africain qui seront le lieu justement, où directement, sur place, les jeunes footballeurs Africains pourront recueillir avec leurs familles toute l'information nécessaire.

Encore une fois, je souhaite que l'Afrique, qui n'a pas toujours l'occasion de se réjouir, en football tienne le haut du pavé dans le monde. On a vu les coupes du monde avec les résultats, les clubs africains. On a cité certains noms de grands footballeurs africains. Alors, notre mission aussi, c'est de perpétuer ce rêve. Mais pour ça, donnons-nous les moyens pour que ce rêve puisse continuer véritablement mais qu'il ne se transforme pas en malheur.

Extraits de la 2ème intervention de Mme Carine BLOCH, Vice-présidente de la LICRA, chargée du Sport

Je vais, avant tout, Jean-Claude, te féliciter parce que je sais que ça été très difficile de monter cette conférence. A l'heure qu'il est, on peut dire que c'est une réussite.

Alors, comme l'a dit ce matin Aimé JACQUET, je pense que le plus dur reste à faire: gérer cette réussite. Mais avec un Président d'honneur tel que celui-là, je suis rassurée. Avec les projets qui ont été exposés, je le suis aussi. Et puis, j'ai fais un rappel tout à l'heure et je suis contente que les médias soient là. Parce que, une fois encore, pour gagner du temps, il va falloir compter avec eux. Pour aller faire de la prévention en Afrique, pour que ça soit des vrais modèles qui soient donnés, c'est bien que Canal+ se soit autant impliqué et les autres médias aussi.

Il y a eu, toute la journée, des personnes pleines de bonne volonté. L'idée de la Charte et du Label sont des choses très importantes et qui vont pouvoir rassembler toutes ces personnes. Je crois qu'il faut aussi rappeler que derrière tous ces messages, on a parlé de choses très graves : parfois d'immigration illégale. Je crois, avant tout, qu'il va falloir faire un effort important pour le respect des dispositions législatives : que ce soit au niveau national ou au niveau européen.

Dans Foot Solidaire, il y a toute cette partie de développement durable et local. Une grande partie du travail va devoir se faire sur le continent africain. Effectivement, il faut que vous puissez être plus présents, avoir des antennes là-bas, faire un travail de fond.

Je voudrais aussi parler des conditions de retour. Il y a des associations qui sont présentes ici, telles que Forum Réfugiés. Derrière les chiffres qu'on a cités aujourd'hui, derrière les critères dont parle le Ministère de l'Intérieur, il ne faut jamais oublier qu'il s'agit, avant tout, d'êtres humains. Alors, on ne peut pas faire les choses n'importe comment. Il peut y avoir eu, parfois, des erreurs. Je pense aux passeurs, aux agents dont Philippe DIALLO a parlé et qui posent parfois problèmes. Il peut y avoir immigration illégale et parfois travail clandestin. Mais avant tout, même s'il doit y avoir reconduite à la frontière ça peut parfois être un mieux pour certains. Accompagner ce retour et ne pas oublier qu'on a à faire à des hommes qui méritent toute la dignité.

Les futurs mois, ça été vrai pour les derniers, seront importants, les portes de la LICRA seront toujours ouvertes et Culture Foot Solidaire pourra toujours compter sur nous.

Extraits de l'intervention de M. Patrick BLATTER, Secrétaire général du Centre international d'Etude du Sport, Neuchâtel (CIES), Suisse

Nous avons quelques communautés de vues avec Jean-Claude MBVOUMIN. C'est-à-dire que nous sommes tous actifs, pas directement, sur le front du jeu lui-même, où il y a des spécialistes qui font cela très bien. Mais nous nous préoccupons beaucoup de ce qui entoure le jeu. Au niveau du continent Africain, on remarque effectivement qu'on est dans un monde d'asymétries et quand on parle de relations avec l'Europe, il y a des symétries à tous les niveaux et particulièrement à celui du partage de la formation, où l'on voit qu'il y a des personnes très peu informées qui entrent en relation avec d'autres qui en savent beaucoup plus et qui n'en disent que ce qu'ils veulent bien dire. Ce qui mène à des résultats que l'on connaît : des jeunes qui arrivent en Europe et qui, quand ça ne marche pas, sont largués sur le pavé et deviennent vite les oubliés des rêves qu'eux-mêmes finissent par oublier très rapidement, tellement ils sont pris par d'autres réalités qui sont simplement de survivre au quotidien. Et l'action de Culture Foot Solidaire, à ce niveau là, est tout à fait essentielle. C'est-à-dire, aller faire du partage sur place, en Afrique.

En Europe, nous avons des centres de formation et je crois que c'est vraiment bien d'avoir en Afrique des centres d'information pour les personnes qui prennent une décision, qui sera capitale pour la suite de leur carrière mais aussi de leur vie. Comme on disait ce matin, on ne forme pas que des footballeurs mais également des êtres humains. Donc, dans Culture Foot Solidaire, il ne faut pas oublier l'aspect culture qui recouvre pleins d'aspects. Quand on parle de transferts, on parle de pleins de notions et on se rend bien vite compte, en creusant un peu, que ce sont des notions d'une complexité extrême, tellement extrême qu'il faut souvent des cours pour trancher certains aspects d'interprétation.

On peut parler des heures pour interpréter tel ou tel article sur, par exemple, la liberté de circulation. Imaginons à présent quelqu'un qui débarque ici sans ces connaissances, comment fait-il face à tout cela ? On parle, par exemple, de contribution de solidarité au niveau des transferts. Il ne faut pas oublier que c'est des choses qui ont été mises en place par des institutions. Mais il faut pouvoir établir qu'un joueur a été formé quelque part. Une institution n'a de mémoire que par ses archives, mais en Afrique, souvent, les fédérations

n'ont pas d'archives. Donc, quand on demande où tel ou tel joueur a joué, et combien de temps, à qui il faut redistribuer la contribution de solidarité, la fédération ne va pas pouvoir consulter ses archives parce qu'elle n'en a pas. Ce n'est pas tout de dire qu'on a un droit, il faut aussi le prouver. Donc, il y a aussi ce travail à faire en amont.

Quel est le travail à faire au quotidien, et surtout, on a vu, notamment dans le cadre de cours de formation que nous avons organisés pour les fédérations africaines. On organise tout cela pendant 2, 3 semaines. Les gens viennent et on se rend compte que 3 ans plus tard, les personnes qui ont suivi notre cours ne sont plus à la fédération. Et qu'il n'y a pas vraiment eu non plus de transfert de connaissances. Donc, les personnes sont parties travailler ailleurs avec ce qu'elles savaient ou bien les élections ont fait que la fédération a changé de staff. Ce qui fait que les cours qu'on a donnés 3 ans auparavant, à grand renfort d'énergie n'ont, finalement, pas servi à grand chose sur le moyen terme.

Nous avons donc changé la démarche et nous essayons aujourd'hui d'ouvrir des campus en Afrique afin de pouvoir fournir chaque année des cours du soir qui soient accessibles, qui sont le plus souvent gratuits. Effectivement, on voit que c'est un travail, mais plus il y a d'acteurs, plus il y a de chances de succès. Aujourd'hui, on voit le premier fruit des efforts de Culture Foot Solidaire: cette conférence. Jean-Claude MBVOUMIN a réussi à mettre le sujet sur la table médiatique parce que, bien sûr, ce problème n'existe pas que depuis hier. Mais déjà son premier mérite, c'est d'avoir créé ce débat. Et puis maintenant, c'est de faire prendre conscience à tout le monde que finalement aujourd'hui, ce n'est que le coup d'ouverture. Ce n'est pas la fin en soi, c'est l'envoi du match. Il y a encore des mi-temps à jouer et je crois que ce travail qu'il se propose avec ces Maisons d'Information sur le terrain, sera effectivement la clé du succès.

Et dans ce cadre là, tous les acteurs du monde du foot doivent partager l'information, faire prendre conscience également aux gens de ces phénomènes, et puis à des centres comme le nôtre, continuer à essayer de produire des outils d'aide à la décision, comme ces outils d'observatoire des migrations. Vu que, que ce soit une institution sportive ou politique, on ne peut entreprendre des actions et bouger que sur la base d'outils qui permettent de mesurer, de prendre des décisions. Ca ne se fait pas comme ça, autour d'une table. Que les politiciens et les gens qui gèrent le sport puissent consulter leurs tableaux de bord et déterminer où sont les priorités. A ce niveau-là, je souhaite bonne chance à Jean-Claude et nous allons continuer à collaborer avec son association parce que du travail, il y en a.

Extraits de la 2è intervention de M. Henri ROEMER, Conseiller du Comité Exécutif, représentant de l'UEFA

Mesdames, Messieurs,

L'analyse a été faite, tout le monde est conscient du problème. Pour utiliser un mot du jargon footballistique, je dirai que nous sommes en phase préparatoire. Et l'essentiel est de passer de l'analyse de l'adversaire aux actes. On a fait une bonne analyse. Mais passer aux actes, c'est toujours difficile parce que chaque problème a différentes facettes. Et je suis disposé à prendre en compte dans le rapport que je prépare pour l'UEFA, les préconisations de Culture Foot Solidaire. Comment, sur le terrain, on peut très concrètement lutter contre le fléau. L'essentiel c'est d'avoir des projets concrets, de dire concrètement comment on peut avancer. Peut-être faut-il le faire par étapes. Mais l'essentiel, c'est d'avoir un planning

concret, des actions concrètes et la stratégie. Par exemple, le projet du Livret pour le jeune footballeur, c'est quelque chose de concret. Il faut avoir d'autres propositions concrètes. Je suis disposé à les prendre en considération, tout en vous souhaitant bon courage et bonne chance pour l'avenir.

Extraits de la conclusion de M. Aimé JACQUET, Président d'honneur de Culture Foot Solidaire

La journée a été longue, mais très intéressante. Je me félicite d'avoir eu Jean-Claude dans mon bureau et d'avoir partagé cette construction. Bien modestement. Je le dis puisque c'est toute son équipe qui a été très pugnace, très patiente, mais aussi qui dégage beaucoup de conviction. C'est pour ça qu'elle a entraîné autour d'elle tous les acteurs qui ont participé à cette conférence.

Je sais, pour être un homme de terrain, que c'est un éternel recommencement. Et que parfois, au bout d'une telle journée, on repart avec de belles idées et puis la suite est difficile à enchaîner. Mais on a une chance: c'est que notre engin est rond, il rebondit bien, il roule bien. Et comme je le dis souvent, le football a toujours eu de grandes tempêtes. L'important, c'est qu'il y a une volonté collective de faire quelque chose ensemble, comme une équipe. Nous voulons participer à cette évolution et faire en sorte que tous ces enfants africains, parce que là est le problème, puissent assumer leur passion dans la dignité et le respect. C'est ça qui est important aujourd'hui et la journée a été importante sur ce thème-là.

Le football des jeunes, c'est le football de demain. Et nous devons tous, acteurs, décideurs, se pencher très sérieusement sur cette action, sur cette mission. C'est pour ça que, Jean-Claude, je suis très heureux que tu aies pu réussir cette conférence. C'est n'est pas évident. Je suis plein d'espoir pour la suite. Alors, espérons et souhaitons que demain tu puisses réaliser ton calendrier qui est très ambitieux. Je sais que tu vas y arriver. Alors bonne chance.

SYNTHESE DES TRAVAUX

Introduction à la conférence

Pour de nombreux jeunes Africains, l'Europe c'est l'Eldorado, un paradis où l'on peut changer sa vie et celle de sa famille en devenant professionnel du football. C'est pourquoi chaque année, par milliers, ils émigrent vers le Vieux continent. Souvent mal conseillés, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes après des essais infructueux. Honteux de retourner dans leurs familles, ils errent sans papiers à travers l'Europe.

Depuis bientôt 7 ans, l'association Culture Foot Solidaire défend les droits de ces jeunes abandonnés. Aux plus de 640 qu'elle a suivi, elle a prodigué écoute, conseils, aide matérielle et orienté la plupart vers les services sociaux, dont le suivi n'est malheureusement pas toujours adapté à leur situation. Mais il faut sortir de l'urgence, c'est pourquoi, à l'orée de la première coupe du monde de football en Afrique depuis 80 ans (2010), l'association Culture Foot Solidaire a voulu donner une dimension nouvelle à son action en organisant la Conférence Internationale du Jeune Footballeur Africain, avec l'appui du Centre International d'Étude du Sport (Suisse), l'Ambassade d'Afrique du Sud à Paris et la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme. L'événement a eu lieu au Complexe des Rives d'Enghien Lucien Barrière, au Théâtre du Casino.

La Conférence Internationale du Jeune Footballeur Africain a réuni des experts, des dirigeants du football, des élus et des leaders associatifs, et un public nombreux, afin de débattre et définir des actions et les moyens à mettre en œuvre pour protéger le jeune footballeur africain. Sur le thème: «Le jeune footballeur africain à l'horizon 2010: enjeux et perspectives.», l'objectif était d'interpeller les pouvoirs publics et les instances du football en Europe et en Afrique sur la situation actuelle du jeune footballeur africain, inacceptable au regard des droits de l'enfant et de l'éthique du sport.

L'UEFA, qui avait qualifié d'«alarmant» le trafic de jeunes footballeurs, participait aux travaux, ainsi que les principaux syndicats du football français (L'Union des clubs professionnels français, l'Union nationale des footballeurs professionnels). Des fédérations, clubs et centres de formation africains et européens ont également participé au colloque. Voici un résumé des différentes interventions.

1 ère PARTIE

Introduction

Jean-Claude MBVOUMIN, Président de Culture Foot Solidaire, souhaite la bienvenue à tous. Il souligne l'importance de cette rencontre entre l'Europe et l'Afrique, capitale pour la cause de l'association et du football. Il espère qu'elle fera date en ce qui concerne la formation, l'encadrement, l'éducation et l'intégration du jeune footballeur africain. Il précise que la problématique qui nous occupe est difficile, complexe, mais qu'aujourd'hui, il s'agit d'enclencher une dynamique.

M. Richard SERERO, Secrétaire général de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), indique que nous ne pouvons pas rester inerte face au déni de

justice dont sont victimes les jeunes africains amoureux du football et prêts à tous les sacrifices pour sortir de la misère de leur pays natal. Rien ne justifie « l'atteinte à leur dignité humaine portée par des esclavagistes sans scrupules qui exploitent leur soif de réussite, leur crédulité et celle de leurs parents ». Il appelle à se « battre ensemble pour renverser ces situations intolérables en Europe, mais aussi dans les pays concernés qui voient l'avenir d'une partie de leur jeunesse réduit à néant ».

Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, Conseiller régional d'Ile de France, Maire de Saint Gratien, salue l'action de CFS et assure qu'elle sera toujours là pour aider, pour « faire en sorte que la France renoue avec certains pays d'Afrique des liens peut-être un peu abîmés, un peu cassés, mais que nous avons ensemble à reconstruire ».

M. Aimé JACQUET, Directeur Technique National de la Fédération Française de Football, Président d'honneur de Culture Foot Solidaire, parle de l'importance de la formation (grâce à laquelle « le football français est aujourd'hui solide et constant »), parce qu'il y a « forcément une transmission qui doit s'opérer avec l'Afrique. Il suffit de regarder les équipes de France [...] pour voir que la France profite un peu de l'Afrique ». Il constate que tout évolue et qu'il y a une prise de conscience de tous ceux qui ont en charge le football.

M. Issa HAYATOU, Président de la Confédération africaine de football (CAF), assure que tout le monde sait ce qui se passe à propos des jeunes Africains qu'on abandonne et qu'il existe même un championnat à Paris où ils évoluent. Il souhaite que la CAF les aide « soit à réintégrer leur société en Afrique, soit à faire de nouveaux pas dans la société occidentale ».

« Les migrations des footballeurs africains aujourd'hui »

Raffaele POLI, chercheur au Centre international d'Etude du Sport, Neuchâtel, présente quelques données statistiques sur la présence des joueurs africains en Europe et parle de manière qualitative des enjeux et des modalités par lesquels ces transferts et ces migrations ont lieu.

Les clubs européens recherchent de nouveaux avantages comparatifs : un bon rapport entre le prix et la qualité du joueur. Certains délocalisent la formation dans les pays défavorisés pour mettre la main le plus vite possible sur de jeunes joueurs talentueux bon marchés. « Certains clubs spéculent sur de jeunes joueurs africains non pas pour les garder dans leurs effectifs, mais - stratégie à long terme - pour les revendre à d'autres clubs et créer ainsi des chaînes de valeur ajoutée. » Beaucoup de clubs africains dépendent du transfert de leurs joueurs pour survivre.

Il rappelle que « l'abandon de joueurs, le maintien dans une situation d'illégalité, les abus de confiance (non respect des contrats, salaires non versés, pourcentages trop élevés perçus par les agents), non paiement d'indemnités de formation aux clubs africains, changement d'âge et d'identité des joueurs, non retour au pays des jeunes (honte de l'échec) » sont les principaux problèmes auquel est confronté le jeune footballeur africain.

Présentation de l'Observatoire des migrations de footballeurs professionnels par M. Loïc RAVENEL, Maître de conférence à l'université de Franche-Comté :

Disponible sur le site Internet: www.eurofootplayers.org

« Les difficultés de la formation en Afrique »

M. Jules KODJO, Président-Fondateur de l'Association France-Bénin Football Plus, précise que pour parler du football en Afrique, il faut le remettre dans son contexte général (social, culturel et économique), et qu'il « n'y a pas de modèle exportable en matière de formation. ».

« L'avenir de l'Afrique passe par la mobilisation, la motivation et la formation de sa jeunesse autour de valeurs fortes à partager : solidarité, progrès, respect de l'autre, dignité... »

M. KODJO constate que « la culture foot de la plupart des pays africains et l'absence quasi généralisée de championnats crédibles et réguliers est un handicap pour l'épanouissement du stagiaire en fin de formation ». Nombreux sont les clubs qui jouent en Ligue1 et n'en n'ont ni les capacités techniques ni les moyens financiers. Les rares clubs ayant acquis une notoriété ne disposent ni d'une infrastructure ni d'une politique capables de retenir durablement un jeune issu d'un centre. Les moyens financiers sont quasi inexistants au niveau de toutes les structures qui cherchent à faire émerger un nouveau football...

Pour remédier à ces problèmes, il souligne la nécessité que « les grands clubs relativement structurés, puissent opter pour une politique d'absorption des "produits" issus des centres de formation, afin de leur permettre d'exister et de donner au jeune les moyens de vivre pleinement de son art »; et voit comme « une des solutions immédiates et urgentes d'amener les fédérations à veiller à ce que les dérives entrepreunariales, qui ont tant gangrené le milieu des affaires en Afrique, ne se reproduisent dans le domaine de la formation ». Il insiste sur le fait que « rendre les championnats plus attrayants implique la mise en place de moyens conséquents afin de permettre aux clubs de pouvoir exister et de suivre les mutations qui en découlent ».

Il énumère ensuite les perspectives qui pourraient favoriser un développement harmonieux et durable de la formation :

- « affirmer la volonté politique des instances du football national de faire de la formation un secteur sensible et à part, et l'intervention bien pensée des organisations du football régional et international pour soutenir cette volonté, inexistante pour l'instant ».
- « La formation professionnelle doit répondre à d'autres exigences que celle de la rentabilité et du profit. » Un Etat doit pouvoir mettre en place les règles qui garantissent des conditions plus enviables au jeune footballeur africain. Il faut une réelle volonté politique et l'implication des instances et de tous les acteurs du football dans le processus d'élaboration des différentes règles. « Lorsque la FIFA intervient pour former des encadreurs sur place, dans le souci de rehausser le niveau du football en général, on ne devrait plus se demander à qui s'adresse réellement cette formation puisqu'il s'agirait de techniciens ayant une vraie relation avec le football. De peur d'aboutir à trop de dérives, la multiplication des centres de formation de jeunes footballeurs en Afrique doit répondre à une vraie préoccupation et être strictement réglementée. »
- « aider réellement les instances nationales à mettre en place des règles et des procédures, en y consacrant effectivement du temps. Nous souhaitons que Culture Foot Solidaire intègre dans sa démarche, consistant à porter assistance aux structures nationales de football, cette invitation permanente à asseoir ces genres d'initiatives, comme la formation, sur des textes et à veiller à leur application pour le plus grand bien de leur développement. »
- M. Salif KEITA, Président de la Fédération malienne de football, rappelle que le football a été introduit en Afrique par les colons. Il invite le football africain à se professionnaliser, mais ne croit pas qu'il en ait aujourd'hui les moyens. Il propose donc une solution intermédiaire : « donner le minimum aux jeunes africains pour les retenir. Une collaboration, des partenariats entre les clubs africains et européens, notamment français, doivent se mettre en place, pour que l'Afrique puisse aussi bénéficier de la manne du football mondial. »

- M. Aimé JACQUET, insiste à nouveau sur la formation et rappelle que « Il ne s'agit pas seulement de construire le footballeur, mais aussi l'homme ». Il faut permettre à tous les jeunes de pouvoir exercer leur passion, mais aussi d'aborder la vie future, car une carrière de footballeur c'est très court. « C'est aussi 8 à 10 ans de préparation et c'est dans ce domaine que les fédérations doivent intervenir, car elles n'ont pas d'autres contraintes, d'autre objectif que de construire l'enfant et l'homme de demain. Nous avons une passerelle énorme à faire avec l'Afrique, parce qu'il est difficile de construire quelque chose quand il n' y a rien. Forcément, on laisse un espace important dans lequel s'engouffrent des gens qui n'ont pas la même philosophie que nous, qui n'ont pas la même envie d'aider, de soutenir, d'encadrer et de protéger les enfants. Nous savons qu'il s'est créé des réseaux, on sait aussi que, malheureusement, ces enfants veulent à tout prix venir faire du football professionnel en Europe. »
- M. JACQUET met en avant la nécessité de garder les jeunes dans leur milieu le plus longtemps possible : « si l'enfant est sorti trop tôt de son milieu familial, c'est l'échec assuré. » C'est avec cette conviction qu'ont étés mis en place des Pôles Espoirs, ce qu'on appelle la préformation, extrêmement vigilants sur les critères de respect de l'enfant, respect de sa famille, respect de ses études, avec un suivi médical important imposé par le Ministère des Sports. M. JACQUET souhaite pouvoir transmettre ces valeurs, cette philosophie et cette stratégie au football africain qui pourrait ainsi « mieux vivre cette dimension internationale du football ».
- M. Pascal AKOUALA GOELOT, Conseiller Jeunesse et Sport du chef de l'Etat du Congo, Président du Comité d'organisation de la CAN Juniors 2007, indique que si le Congo accueille la CAN Juniors 2007, c'est la marque de toute une volonté nationale, dont le but est de renforcer les liens entre les jeunes et de faire qu'avec le sport, ils puissent à nouveau rêver et retrouver une place dans le concert des nations du football, avec la mise en place de structures, afin que ces jeunes puissent rester au pays. C'est une question de volonté politique, sans laquelle on ne pourrait rien réaliser.
- Robert BEROUD, Responsable pédagogique de l'Olympique Lyonnais, affirme que nous sommes confrontés à un problème extrêmement grave et lance un appel à la vigilance permanente face aux trafiquants qui tentent de « vendre » les jeunes joueurs africains aux clubs européens. Il indique que l'OL a créé une fondation, mais qu'il ne s'agit ni de se contenter de donner un chèque ni « d'aller prendre le pouvoir en Afrique, comme il y a des siècles ». Il s'agit tout simplement d'apporter un savoir-faire, d'étudier, d'écouter, de faire des échanges d'éducateurs, pour « aider l'Afrique à constituer l'infrastructure indispensable à partir de laquelle elle pourra se diriger un jour vers le professionnalisme et garder chez elle ses plus jeunes garçons. Car il est actuellement totalement scandaleux que des enfants de 13 ou 14 ans, par des filières que nous n'arrivons pas à remonter, finissent dans nos bureaux à Paris, à Lyon, à Marseille, et puissent être vendus comme des marchandises ».
- M. Boubacar SAAR, entraîneur de football, représentant du Paris Saint Germain, exhorte les clubs européens à aider les fédérations et les clubs du continent africain à se développer et à créer des structures qui vont permettre aux jeunes d'en bénéficier. Il les invite à envoyer des équipes pédagogiques et techniques sur place afin de mieux évaluer l'évolution des jeunes joueurs, dans leur cadre familial et social. Ce qui permettrait de surcroît aux clubs européens de faire connaissance avec les familles de ces jeunes avant de les faire venir. « Les clubs européens travaillent beaucoup avec les joueurs africains et il importe qu'au terme de leur carrière, ceux-ci soient formés, intégrés dans l'encadrement technique et pédagogique; ils peuvent ainsi non seulement servir de relais vis-à-vis des jeunes Africains, mais aussi repartir développer leurs activités au sein de structures en Afrique. »

M. SAAR revient sur l'absence de préparation à l'après carrière des footballeurs africains. « Or le club à qui ils ont donné de la joie, du plaisir devrait contribuer à la préparation de leur reconversion. Les anciens footballeurs africains ont effectivement un rôle à jouer au travers de structures élaborées en Afrique, à condition que les clubs européens les aident dans la gestion, l'organisation et le développement de ce défi. Les clubs européens doivent pousser les athlètes à faire des formations pour faire face aux exigences du quotidien européen. Il ne faut pas laisser les garçons s'enfermer dans la routine entraînement-sieste-matches et négliger la gestion administrative de leurs intérêts. »

2ème PARTIE

M. Jean-Luc BENNAHMIAS, Député européen, insiste sur la nécessité de « légiférer, faire des directives qui permettent au sport professionnel dans le cadre de l'Union européenne d'être différencié, de ne pas être réglé uniquement par les schémas de l'économie de marché, libre et non concurrentielle, dans une concurrence non faussée ».

Il énumère les propositions qui ont été faites à Bruxelles :

- la création d'une Agence de contrôle et de transparence financière des clubs européens, qui pourrait éventuellement aller vers une Agence mondiale.
- la certification européenne des agents de joueurs, pour qu'on sache à qui on a affaire quand il y a transfert.
- une directive réelle sur ce qu'est un centre de formation. (En ce sens, l'UEFA a proposé qu'il y ait obligation pour les clubs de garder 3, puis 6, puis 9 joueurs au fur à mesure des années dans les clubs formateurs. Qu'il n'y ait pas cette « marchandisation générale du jeune joueur » dont on ne sait plus comment le club formateur peut réussir à la maîtriser.)
- s'occuper de la santé des athlètes avec la mise en place d'un suivi médical longitudinal indépendant.

Mme Carine BLOCH, Vice-présidente de la LICRA, chargée du Sport, dresse un bilan du racisme dans le sport. Elle note qu'il y a 3000 actes de racisme dans le football par an en France et souligne le problème de l'inégalité des salaires dans le foot professionnel.

Elle mentionne des avancées comme la convention signée avec la Fédération Française de Football (et développée avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports), ou la charte qui engage l'ensemble des clubs professionnels dans la lutte contre le racisme signée avec la Ligue de Football Professionnel et l'Union des Clubs Professionnels de Football. Elle précise qu'il s'agit d'un grand pas en avant et que d'autres projets en cours vont dans le bon sens, notamment au niveau législatif puisque la FFF a voté un barème spécifique de répression pour les problèmes de racisme, avec l'UEFA et la FIFA.

Elle attire l'attention sur l'impact, extrêmement important sur les jeunes footballeurs, des équipementiers, qu'elle invite à assumer leurs responsabilités.

Enfin, Mme BLOCH insiste sur la prévention, « le fil conducteur, que ce soit sur notre territoire ou en Afrique; si on veut avoir une vraie puissance en Afrique, c'est par nos médias, par le câble notamment, que les choses pourront avancer très vite ».

- M. Kurt WACHTER, co-fondateur du Réseau Football Against Racism in Europe (FARE) présente le FARE qui regroupe environ 300 organisations dans 37 pays européens. FARE organise tous les ans une semaine de lutte contre le racisme. Son but est de toucher le plus de monde possible au-delà des supporters en soutenant diverses manifestations dans des clubs de supporters, des clubs de football amateur ou des équipes scolaires. Cette année, il y a eu un record de participation avec plus de 600 initiatives dans 37 pays.
- M. Seraki MATSEBE (3è secrétaire chargé des affaires politiques et du Sport), représentant Mme l'ambassadrice d'Afrique du Sud à Paris parle de l'organisation de la prochaine coupe du Monde de football en Afrique du Sud. Il souhaite que cet événement mondial puisse promouvoir l'amitié entre les peuples, l'harmonie et la tolérance. Le football doit montrer, au travers des plus jeunes, qu'il combat le racisme et qu'il propose aux peuples de vivre, de travailler et de jouer côte à côte.
- M.Nordine KOURICHI, ancien international algérien de football, entraîneur de football, propose une formation d'encadreurs dans les pays d'origine. Et pour les meilleurs jeunes et futurs entraîneurs, une meilleure protection juridique. Il réclame également un contrat longue durée pour faire sortir un jeune footballeur africain de son pays d'origine. « Bien sûr, si la FIFA ne fait rien par rapport au problème des agents de joueurs, on sera toujours en difficulté. »
- M. Veron MOSENGO-OMBA, Conseiller juridique, représentant de l'UEFA, indique que « l'UEFA n'a pas attendu 2006 pour attaquer ces problèmes. En 1998, l'UEFA et la CAF ont mis sur pied le programme Méridien. Ce programme a été modifié et depuis 2005, « il est basé sur quatre piliers : technique, arbitrage, médecine sportive et administration. Chaque année les techniciens des deux confédérations mettent ensemble un programme de formation des formateurs sur trois jours pour le football des jeunes. »
- M. Henri ROEMER, Conseiller du Comité exécutif, représentant de l'UEFA, précise que ce qui est important c'est qu'on reconnaisse qu'il y a un problème. Il salue la présence d'un politique du Parlement européen, « parce que tous ne sont pas conscients de cette problématique et si l'on veut y remédier, il faut que tous les acteurs jouent ensemble et qu'il y ait information ». Il affirme qu'il faut « créer les infrastructures sur un plan national en Afrique, avoir les administrations conséquentes, revoir l'entourage du jeune joueur, avoir la communication nécessaire, essayer de lui enlever le rêve; car sur 1000 joueurs de talent moyen, il y en a un ou deux qui passent au niveau supérieur. Il faut faire de la communication sur place pour pouvoir y remédier ». Il insiste sur la nécessité que tout le monde travaille ensemble et de renforcer à la fois le contrôle, l'éducation, la connaissance juridique, les aspects commerciaux et contractuels, la transparence des agents de joueurs; « il faut un comité d'éthique et surtout, il faut éviter que de faux agents ne perturbent le marché ». Enfin, pour M. ROEMER, il faut aussi « une relation avec les ambassades afin d'éviter que des sans-papiers ne viennent dans l'entourage des clubs. La problématique, qui a différents aspects, a besoin d'une certaine logistique ».

Mme Marie-Josée LALLART, Programme « Espérance et Solidarité autour d'un ballon », UNESCO, présente ce programme, qui repose sur une croyance forte dans les valeurs humanistes du football. « Le football peut comporter un élément essentiel pour la cohésion sociale » et est « une étape très importante pour redonner confiance, pour communiquer au-delà des mots, pour mieux ensuite utiliser les mots afin de défendre ses droits, comme la convention des droits de l'enfant, et ainsi contribuer au développement de l'Afrique, car sachant lire et écrire, les enfants vont pouvoir dire : "non, on a des droits…".

M. Nicolas FERNANDEZ, Ineum Consulting, co-fondateur de l'académie Yeelen Football solidaire, Mali, présente le travail de cette association qui veut « faire du football un vecteur d'éducation et de développement ».

Il explique qu'en raison notamment du jeune âge des africains quand ils quittent leur club formateur, le marché des transferts ne bénéficie pas aux pays africains. Il met l'accent sur le phénomène d'internationalisation de la formation. « On a le sentiment que les grands clubs vont de plus en plus vouloir court-circuiter les clubs intermédiaires. [...] On est dans une industrie de plus en plus mûre sur le plan économique, mais aussi sur le plan sportif, avec des réseaux de recruteurs organisés qui vont repérer les talents de plus en plus tôt. »

M. Magloire KEDE ONANA, se demande comment renforcer la cohésion sociale en Afrique au moyen du football qui n'est pas une discipline comme les autres puisque, en Afrique, tous les enfants y jouent. Il a en lui « une dynamique interne dans laquelle, au plan individuel on évalue les capacités intrinsèques de chacun, au plan collectif, secrète une dynamique qui génère les mots qui relèvent de la cohésion... Toutes ces valeurs agencées, médiatisées, transmises de génération en génération, font de lui une opportunité à proposer à la jeunesse; bien assimilées, elles sont promotrices de la cohésion sociale dans un pays [...] Le football aide à ouvrir des pistes de réflexion qui peuvent inspirer les décideurs, les opérateurs économiques. »

3^E PARTIE

M. Jean-Claude MBVOUMIN, Président de Culture Foot Solidaire

L'association Culture Foot solidaire met en place différents projets pour endiguer l'exode anarchique des jeunes footballeurs africains et accompagner leur intégration en Europe: La Maison du jeune footballeur dans les pays africains pourvoyeurs de joueurs vers l'Europe, est un centre de ressources dont le but sera d'informer les jeunes, les familles, les dirigeants du football et ainsi protéger les jeunes footballeurs des écueils qui les guettent dans leur parcours socio sportif. La MJF sera un « pont » entre l'Afrique et l'Europe ».

Le Livret d'accueil du jeune footballeur étranger (dont le premier sera publié au second semestre de 2007) informera le jeune footballeur, nouvel arrivant, des démarches administratives, sociales et facilitera ainsi son intégration dans son nouveau pays d'accueil. Pour promouvoir les bonnes pratiques et apporter une transparence en matière de formation, de recrutement, Culture Foot Solidaire propose également une labellisation des clubs de football et des structures de formation.

L'association milite également pour l'instauration d'un fonds de solidarité pour financer la prise en charge des jeunes victimes de la traite d'être humains, l'organisation de leur retour volontaire au pays, des actions de prévention en Afrique et les compétitions de jeunes. Ce fonds pourrait être financé par les clubs de football professionnels, les footballeurs africains expatriés, les institutions du football (FIFA, UEFA, CAF)...

M. Jean-Luc GRIPOND, Vice-président de la LFP, administrateur du FC Nantes Atlantique, pense que « il n'appartient qu'aux clubs professionnels ou aux organismes privés d'aller réguler ou imposer une formation dans les pays africains ». Les collaborations avec l'UEFA, la DTN, les fédérations africaines, peuvent permettre de structurer une vraie détection, un véritable encadrement et une vraie formation sur place. « Les clubs professionnels ne peuvent qu'apporter leur concours si on le leur demande [...] et éventuellement participer à des « triangulaires », c'est à dire trouver des sponsors. »

Les clubs professionnels doivent être présents, témoigner et organiser la post-formation, car « une fois que les joueurs sont formés en Afrique, il faut bien qu'un certain nombre aillent dans des championnats riches où ils puissent être payés, pour bénéficier du système des transferts, donc que la manne de solidarité de la FIFA puisse revenir à l'Afrique ».

M. Philippe DIALLO, Directeur général de l'Union des clubs professionnels de football (France), souhaite faire part de l'état d'esprit des clubs professionnels français : ils sont conscients des difficultés rencontrées par les jeunes joueurs africains.

Aujourd'hui comme hier « le football africain participe très largement à la qualité du championnat de France et au spectacle footballistique français, donc à ses résultats ». Que peuvent faire les clubs professionnels ?

- Mettre la main à la poche pour se donner les moyens de mettre en œuvre les bonnes idées.
- Informer les jeunes Africains sur place. Notamment grâce à la mise en place d'un Livret d'accueil du jeune footballeur africain qui explique, le plus simplement possible, comment on devient footballeur professionnel et quels sont les écueils à éviter.
- S'impliquer (peut-être un jour) dans les Maisons du Jeune Footballeur Africain qui seront le lieu où les jeunes footballeurs Africains pourront recueillir avec leurs familles toute l'information nécessaire.

Mme Carine BLOCH, Vice-présidente de la LICRA, chargée du Sport, veut aussi parler des conditions de retour. « Il ne faut jamais oublier qu'il s'agit, avant tout, d'êtres humains. On ne peut pas faire les choses n'importe comment. Il peut y avoir eu des erreurs. Je pense aux passeurs, aux agents [...]. Il peut y avoir immigration illégale et parfois travail clandestin. Mais, même s'il doit y avoir reconduite à la frontière, ça peut parfois être un mieux pour certains, il faut accompagner ce retour et ne pas oublier qu'on a à faire à des hommes qui méritent toute la dignité ».

- M. Patrick BLATTER, Secrétaire général du Centre international d'Etude du Sport, Neuchâtel (CIES), Suisse, salue l'action de Culture Foot Solidaire qui « a réussi à mettre le sujet sur la table médiatique », et voit dans la mise en place des Maisons d'Information sur le terrain « la clé du succès ».
- « Tous les acteurs du monde du foot doivent partager l'information, faire prendre conscience également aux gens de ces phénomènes, et puis à des centres comme le nôtre, continuer à essayer de produire des outils d'aide à la décision, comme ces outils d'observatoire des migrations. Vu que, que ce soit une institution sportive ou politique, on ne peut entreprendre des actions et bouger que sur la base d'outils qui permettent de mesurer, de prendre des décisions. »
- M. Henri ROEMER, Conseiller du Comité Exécutif, représentant de l'UEFA, constate que l'analyse a été faite et que tout le monde est conscient du problème. « Je dirai que nous sommes en phase préparatoire. Et l'essentiel est de passer de l'analyse de l'adversaire aux actes. »
- M. Aimé JACQUET, Président d'honneur de Culture Foot Solidaire, conclut en rappelant que « l'important, c'est qu'il y a une volonté collective de faire quelque chose ensemble, comme une équipe. Nous voulons participer à cette évolution et faire en sorte que tous ces enfants africains, parce que là est le problème, puissent assumer leur passion dans la dignité et le respect. [...] Le football des jeunes, c'est le football de demain. Et nous devons tous, acteurs, décideurs, se pencher très sérieusement sur cette action, sur cette mission. Je suis plein d'espoir pour la suite. »

REMERCIEMENTS A:

- M. Pascal AKOUALA-GOELOT, Congo
- M. Samuel ANGO, Journaliste
- M. Laurent ARNAUD, Olympique Lyonnais
- M. Joachim BARBIER, journaliste
- M. Alain BELSOEUR, Le HAVRE ATHLETIC CLUB
- M. Jean-Luc BENNAHMIAS, Député européen
- M. Robert BEROUD, Olympique Lyonnais
- M. Patrick BLATTER, Centre International d'Etude du Sport

Mme Carine BLOCH, LICRA

- M. Bruno CAGNON, Groupe Lucien Barrière
- M. Bakari CAMARA, TIB-TOP
- M. René CHARRIER, UNFP

Mme Jeanne De Rieux, CYCLADES GESTION

M. Philippe DOUCET, CANAL PLUS

Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, Ville de Saint Gratien

- M. David Roger EYENGUE, Cameroun
- M. Eric FABRE (Association Black stars)
- M. Jean-Luc GRIPOND, FC Nantes Atlantique
- M. Stéphane GUY, CANAL PLUS
- M. Robert HERRMANN, Consultant
- M. Aimé JACQUET, Direction Technique Nationale de la FFF
- M. Magloire KEDE ONANA, enseignant
- M. Salif KEITA et la fédération malienne de football
- M. Jules KODJO et l'Association France-Bénin Football Plus
- M. Lamine KOUYATE et les musiciens de l'Ensemble instrumental africain
- M. Jon MAC CARTHY, Traducteur
- M. Seraki MATSEBE et l'Ambassade d'Afrique du Sud à Paris
- M. Magatte MBENGUE, journaliste
- M. Jean-Michel MBONO

Mme Delphine MOZIN, Editeur

- M. Jean-Pierre PAOLI, Speaker de l'équipe de France de Football
- M. Raffaele POLI, Centre International d'Etude du Sport
- M. Loic RAVENEL, Université de Franche-Comté
- M. Henri ROEMER, Veron MOSENGO-OMBA, Alex PHILLIPS (UEFA)
- M. Boubacar SAAR, Paris Saint-germain

Mme Sali Made in France, Artiste

- M. Richard SERERO, LICRA
- M. François SCELLIER, Conseil général du Val d'Oise
- M. David THEOPHILE, Association VISIOFOOT
- M. Kurt WACHTER, Réseau FARE

CONTACT:

Association Culture Foot Solidaire

Place François Truffaut, CREF – Allée Bourvil

95210 Saint Gratien- France

Tel. 00 33 1 30 10 83 68 Fax: 00 33 1 39 34 22 12

E-Mail: culturefootsolidaire@wanadoo.fr Site Internet: www.footsolidaire.org